

LA LANGUE FRANÇAISE DANS LE MONDE

Synthèse

édition
2026

En 2026, *La Langue française dans le monde* s'affirme plus que jamais comme l'observatoire par excellence de la vitalité, des mutations et des horizons de la Francophonie. Au cœur d'un monde en mouvement, le français est une langue qui voyage, qui relie et qui se réinvente. Parlée sur les cinq continents, elle n'a jamais été aussi vivante, diverse et inventive. Des millions de femmes et d'hommes font d'elle une langue de partage, d'éducation et de création. À travers une analyse rigoureuse et prospective, l'édition 2026 explore la complexité d'être francophone au XXI^e siècle et dévoile les grandes tendances démographiques, les nouveaux visages des locuteurs et la diversité des contextes linguistiques et culturels où le français se transmet, s'apprend et se perpétue. L'ouvrage explore les systèmes éducatifs et interroge les compétences linguistiques et professionnelles dans un monde en transformation. Depuis les salles de classe des Amériques, d'Europe, d'Afrique, d'Asie et d'Océanie, il révèle les multiples facettes de l'éducation en français, levier d'inclusion et moteur de développement.

Dans un contexte global marqué par le numérique et l'intelligence artificielle, cette édition examine les enjeux de la gouvernance linguistique à l'heure des données mondialisées et redéfinit le rôle du français comme langue de coopération économique et de diplomatie scientifique. *La Langue française dans le monde 2026* esquisse les voies d'une Francophonie inventive et solidaire, où le français conjugue héritage et innovation. Plus qu'un état des lieux, cette publication est un voyage au cœur des voix francophones, où la langue française, entre ancrage culturel et ouverture au monde, est force d'avenir, outil de savoir et levier d'opportunités reliant des communautés qui inventent chaque jour les contours d'une Francophonie plurielle.

LA LANGUE FRANÇAISE DANS LE MONDE | Synthèse 2026

LA LANGUE
FRANÇAISE
DANS LE MONDE
Synthèse 2026

SOMMAIRE

Présentation

PARTIE 1 LES FRANCOPHONES

1. ÊTRE FRANCOPHONE
2. LE DÉNOMBREMENT
DES FRANCOPHONES
3. COMBIEN SERONS-NOUS ?
4. PRÉSENCE FRANCOPHONE
DANS LE MONDE

PARTIE 2 ÉDUCATION, ÉTAT DE SITUATION

1. LA POPULATION SCOLAIRE,
DYNAMIQUES ET ENJEUX
2. EFFECTIFS ENSEIGNANTS
DU ET EN FRANÇAIS
3. COMPÉTENCES LANGAGIÈRES
ET PROFESSIONNELLES

PARTIE 3 LANGUES ET CULTURES DANS LA FRANCOPHONIE PLURIELLE

1. DIVERSITÉ LINGUISTIQUE
2. DIVERSITÉ CULTURELLE
ET AUTOCHTONIE
3. LE FRANÇAIS,
PATRIMOINE INTERNATIONAL

PARTIE 4 L'AVENIR ÉCONOMIQUE ET NUMÉRIQUE DE LA FRANCOPHONIE

1. LE FRANÇAIS, VECTEUR
D'EMPLOYABILITÉ
2. DÉCOUVRABILITÉ,
UN ENJEU STRATÉGIQUE
3. FRANCOPHONIE NUMÉRIQUE
ET INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

PRÉSENTATION

Cette sixième édition du rapport *La Langue française dans le monde* est le fruit d'un travail scientifique rigoureux mené par l'Observatoire de la langue française (OLF), de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

Pensé et élaboré avec un conseil scientifique consultatif multidisciplinaire constitué d'experts de haut niveau, le présent ouvrage nous donne à réfléchir et à voir la place et les usages précis du français, tant à l'échelle mondiale que dans chaque pays. Saisir et capter le fait francophone sur les cinq continents participe à une meilleure compréhension des dynamiques et des évolutions en cours.

L'édition 2026 s'ouvre sur un moment charnière, celui d'une Francophonie à la fois consolidée par la croissance continue du nombre de Francophones et invitée à anticiper les transformations sociales, culturelles, technologiques et géopolitiques rapides de l'espace dans lequel elle évolue. Plus qu'un simple état des lieux, ce volume est une lecture du monde à travers le prisme de la langue française, qui ne cesse de s'intégrer, de s'adapter et de se réinventer dans un espace global multilingue.

Le renforcement de la place du français comme langue d'éducation, de science, de culture, de diplomatie, d'économie et du numérique impose à notre Francophonie d'aujourd'hui de préparer la transition vers un modèle de co-construction où le français est une langue partagée, inclusive, ouverte et porteuse d'imaginaires pluriels et d'aspirations collectives.

Donner sa place au français aux côtés des autres langues, assurer sa promotion dans les enceintes internationales, développer son usage sur la scène économique, garantir un apprentissage de qualité, valoriser sa présence dans l'environnement culturel et numérique, et en alimenter

l'intelligence artificielle (IA) : autant de sujets que le présent rapport aborde.

Il nous reste à saisir l'urgence non pas d'imposer le français, mais bien d'en faire un outil indispensable de communication, de l'instaurer comme instrument de développement et d'innovation, comme vecteur de modernité et de citoyenneté internationale, et de le faire vivre pour contribuer positivement à la diversité culturelle et linguistique de la Francophonie.

Forte de son statut de quatrième langue la plus parlée au monde avec 396 millions de Francophones, de deuxième langue la plus apprise sur les cinq continents, de quatrième langue présente sur Internet, de troisième langue de l'économie et des affaires, la langue française est bien une langue mondiale, une langue de médiation entre univers linguistiques et culturels particuliers, une langue d'intersection entre générations différentes, une langue de rencontre entre disciplines et champs de connaissance éloignés, une langue de fusion entre expressions artistiques et culturelles.

Cette édition 2026 s'inscrit dans la continuité d'un long travail d'observation qui consiste à affiner la connaissance des usages diversifiés du français dans le monde, mais aussi dans une nouvelle exigence : penser la mondialité de la langue tout en préservant sa diversité. Elle marque également l'installation du nouveau Conseil scientifique consultatif de l'OLF, composé d'universitaires, de linguistes, de démographes, d'anthropologues, de sociologues, d'économistes, de pédagogues et d'experts du numérique, issus des douze régions de l'espace francophone et des cinq continents, qui a apporté un regard critique et éclairé sur la méthodologie, les constats et les orientations de cette édition.

PARTIE 1

LES FRANCOPHONES



ÊTRE FRANCOPHONE

La définition du terme Francophone peut sembler évidente : une personne qui parle français, qu'il s'agisse de sa langue maternelle ou d'une langue seconde, officielle ou d'usage. Parfois revendiqué avec fierté, parfois évité ou contesté, le terme oscille entre appartenance linguistique, héritage colonial, identité subjective, tensions géopolitiques et poids des représentations.

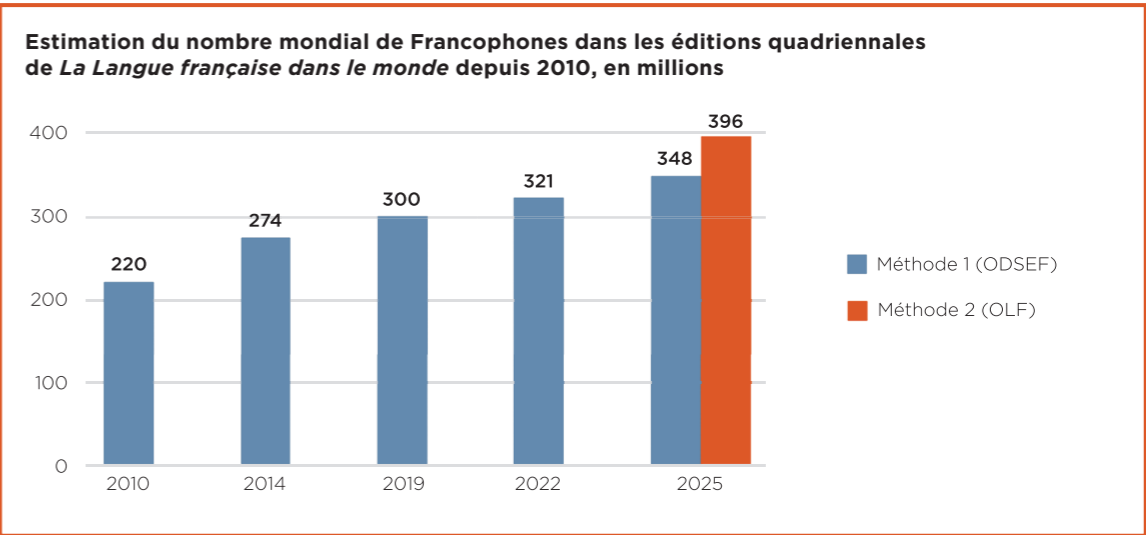
Le terme Francophone apparaît pour la première fois en 1886 sous la plume du géographe français Onésime Reclus. Il désigne alors l'ensemble des personnes utilisant le français comme outil d'interactions sociales au-delà des frontières hexagonales. Dans les dictionnaires et encyclopédies, est francophone toute personne qui parle français, que ce soit comme langue maternelle, habituelle, seconde, officielle ou encore véhiculaire.

La définition du terme s'est enrichie au cours des deux dernières décennies et le regard s'est déplacé, d'une conception centrée sur la compétence linguistique vers une approche sociolinguistique plus ouverte, puis vers une définition politique et inclusive, attentive aux pratiques plurilingues et à la diversité des usages. Pendant ce temps, le terme de francophonie passait d'un espace linguistique à une mosaïque de pratiques et d'appropriations, tandis

« Le mot Francophone (avec une majuscule) est utilisé pour désigner une personne non seulement avec des capacités de maîtrise et d'usage, à des degrés divers, de la langue française, quelle que soit la variante de cette langue, mais aussi citoyenne de l'espace francophone. »

que celui de Francophonie, dépassant ses limites en tant qu'institution, tend désormais vers un horizon politique.

Dans cette édition, le mot Francophone (avec une majuscule) est utilisé pour désigner une personne non seulement avec des capacités de maîtrise et d'usage, à des



degrés divers, de la langue française, quelle que soit la variante de cette langue, mais aussi citoyenne de l'espace francophone. Si la maîtrise linguistique demeure une caractéristique importante, l'approche est désormais dynamique, inclusive et plurielle, intégrant à la définition les réalités sociolinguistiques et les représentations identitaires, le plurilinguisme, l'appropriation locale, la diversité culturelle et les nouveaux usages numériques.

LE DÉNOMBREMENT DES FRANCOPHONES

Le dénombrement des Francophones n'est ni neutre ni uniforme. Dans un monde où les dynamiques linguistiques sont révélatrices et productrices de rapports de force internationaux, compter les Francophones revient à s'interroger sur ce que représente la francophonie, aujourd'hui et demain. Or, des contraintes méthodologiques se dressent : absence de données harmonisées, variations dans les recensements et enquêtes, et enfin difficultés d'accès aux pratiques linguistiques effectives.

L'estimation du nombre de Francophones représente le point focal des éditions 2010, 2014, 2019 et 2022 de *La Langue française dans le monde*, qui en ont comptabilisé respectivement 220, 274, 300 et 321 millions.

Pour 2025, l'OIF explore, en complément de la méthode utilisée pour ces dénombrements successifs (appelée par la suite « méthode 1 »), une nouvelle méthode (« méthode 2 ») qui prend en compte les élèves de 6-9 ans alphabétisés en français, dans les pays du Sud où le français est langue officielle, co-officielle ou langue d'enseignement. Selon cette dernière, les estimations de l'OIF pour l'année 2025 donnent environ **396 millions de Francophones**, répartis sur les cinq continents, dont près de 65 % en Afrique.

Depuis quinze ans, l'Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone (ODSEF) et ses partenaires tentent de produire des estimations démographiques de la francophonie à partir de différents indicateurs.

L'augmentation de l'estimation du nombre de Francophones dans le monde est assurément impressionnante, et ce même si l'on conservait pour 2025 la méthode 1 de

« Compter les Francophones revient à s'interroger sur ce que représente la francophonie, aujourd'hui et demain. »

dénombrement qui donne **348 millions de Francophones**. Cette importante croissance démographique peut s'expliquer principalement par les efforts fournis pour recenser de nouveaux Francophones dans plusieurs pays.

La hausse des chiffres tient autant à une meilleure collecte de données qu'à une réelle progression de l'usage de la langue. À l'heure actuelle, 95 % des estimations du nombre de Francophones sur la planète reposent sur des informations de qualité, tirées de recensements et d'enquêtes fiables. Ainsi, la langue française se maintient toujours parmi les cinq langues les plus parlées au monde, derrière l'anglais, le mandarin (chinois), l'espagnol et devant l'arabe.

L'ODSEF a extrait les données d'une quarantaine de pays qui regroupent près de 80 % des Francophones de la galaxie francophone et qui forment ce qui est appelé la planète « Naître et vivre aussi en français ». Durant la période 2010-2025, près de 76 millions de Francophones se sont ajoutés à cette planète. Le continent africain aurait contribué à 92 % de cette croissance sur quinze ans ; une augmentation de 8,5 millions pour les trois pays du Maghreb (Algérie, Maroc et Tunisie) et de 61 millions pour l'Afrique subsaharienne. L'augmentation importante des Francophones dans cette dernière région s'explique par la combinaison de la forte croissance démographique et des efforts en matière de scolarisation dans des systèmes scolaires qui privilégient le français comme langue d'enseignement.

La croissance de 3,7 millions et de 2,4 millions de Francophones, respectivement pour l'Europe et les Amériques, n'a contribué qu'à 8 % de la croissance totale du nombre de Francophones entre 2010 et 2025. Ces deux

Répartition des populations de la planète « Naître et vivre aussi en français » de 2010 à 2025 (en milliers)

ESPACE CONTINENTAL	2010	2015	2020	2025	Croissance 2010-2025 (en milliers)	% de la croissance
Europe	76 567	77 009	78 643	80 226	3 659	5 %
Amérique	14 707	15 816	16 519	17 128	2 421	3 %
Afrique du Nord	29 823	29 867	36 148	38 282	8 459	11 %
Afrique subsaharienne*	77 726	89 465	110 588	138 694	60 968	81 %
ENSEMBLE**	199 422	212 787	242 561	274 988	75 566	100 %

* Ici, la Mauritanie est incluse en Afrique subsaharienne.

** Quelques petits pays de l'Océanie, regroupant autour de 660 000 Francophones, sont inclus dans le nombre total. Cet espace continental regroupe moins de 0,3 % de l'ensemble des Francophones de la planète « Naître et vivre aussi en français » en 2025.

espaces sont touchés par le vieillissement de la population, leur croissance démographique s'expliquant par l'immigration internationale qui y contribue à plus de 95 % au Canada et au Québec et à plus de 90 % en France.

Le tableau ci-dessus illustre parfaitement les transformations qualifiées de « déplacement des plaques tectoniques de la francophonie ». En effet, alors que le poids de l'Amérique (principalement le Canada et Haïti) et celui de l'Afrique du Nord demeurent stables tout au long de la période de 15 ans – avec respectivement autour de 7 % et 15 % des Francophones –, une chute importante de près de 10 points de pourcentage est observée pour l'Europe qui passe sous la barre des 30 % tandis que l'Afrique subsaharienne compte en 2025 pour la moitié des Francophones.

La carte mondiale de densité francophone présentée ci-après illustre cette dynamique, en mettant en relief les zones de forte concentration linguistique ainsi que les espaces d'émergence récente. Elle permet de visualiser les inégalités de répartition ainsi que la vitalité du français dans des contextes géographiques et démographiques variés.

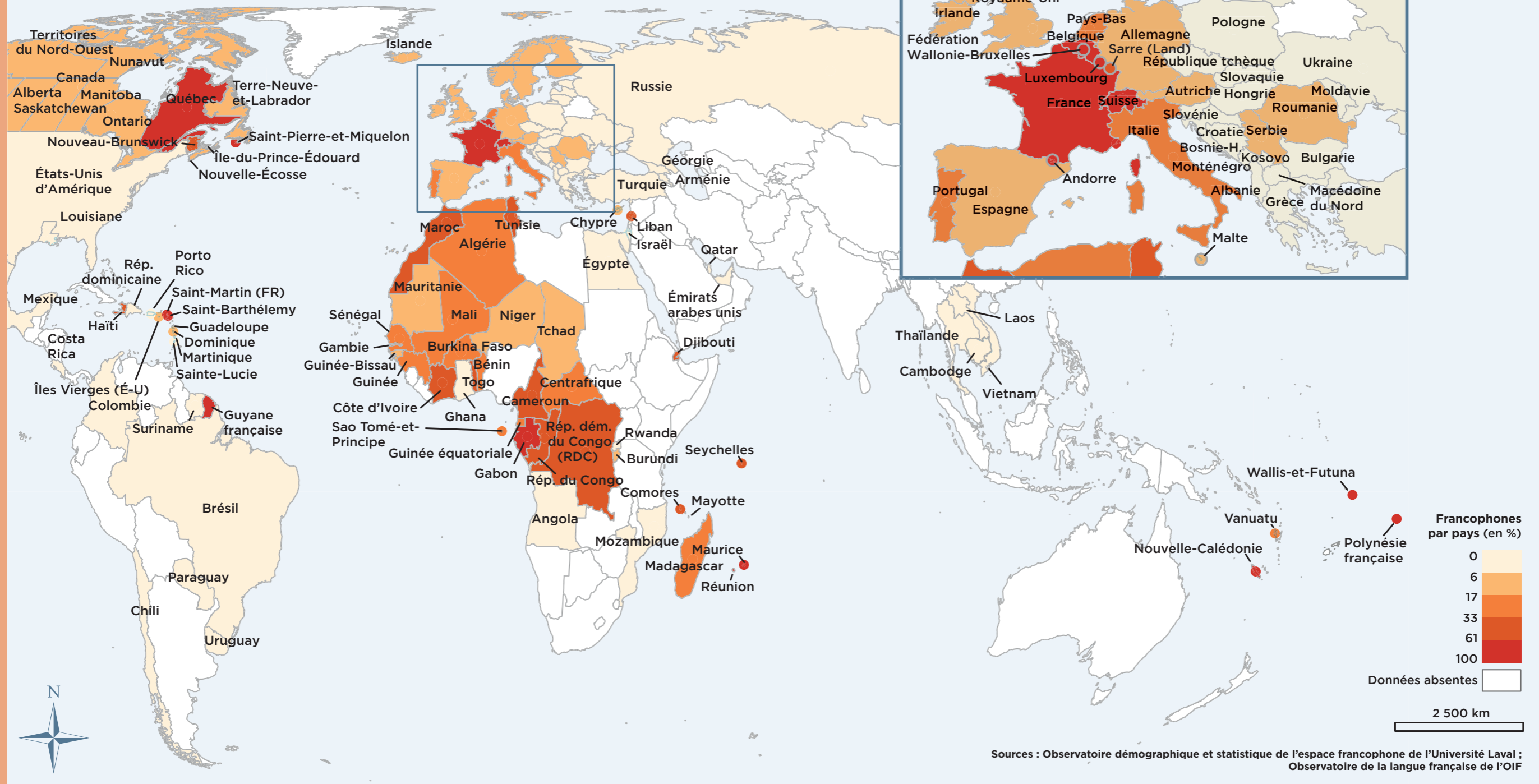
L'estimation de la population francophone est un exercice délicat qui nécessite de prendre en compte les contextes sociolinguistiques et éducatifs propres à chaque pays. Pour ce faire, il faut donc recourir à des indicateurs qui combinent plusieurs types de données : recensements, données de scolarisation, projections

« L'estimation de la population francophone est un exercice délicat qui nécessite de prendre en compte les contextes sociolinguistiques et éducatifs propres à chaque pays. »

démographiques, données migratoires et enquêtes sociolinguistiques.

L'ODSEF a dressé un profil démographique de douze régions couvrant l'ensemble de la planète. La liste des pays et des territoires qui composent chacune des régions a été définie par l'équipe de coordination de l'OLF et la direction de l'ODSEF. Les tendances démographiques retenues sont celles qui apparaissent les plus pertinentes en vue de décrire à la fois l'évolution de la population totale durant la première moitié du XXI^e siècle et l'effectif de Francophones en 2025.

LA DENSITÉ FRANCOPHONE DANS LE MONDE EN 2025



Principaux indicateurs pour établir les tendances démographiques des régions quant à l'évolution de la population (période 2000-2025) et quant à l'estimation du nombre de Francophones en 2025

RÉGION	NOMBRE DE PAYS SELON LE STATUT À L'OIF EN 2024				Total	POPULATION (MILLIERS)		
	Membre	Observateur	Membre associé	Hors OIF		2000	2025	2025
Afrique australe et océan Indien	6	0	0	5	11	72 973	110 266	11 018 573
Afrique centrale	8	1	0	0	9	99 235	219 525	79 810 131
Afrique de l'Est	3	1	0	10	14	240 219	477 242	2 696 468
Afrique de l'Ouest	11	1	0	4	16	239 973	461 218	46 247 570
Afrique du Nord	4	0	0	3	7	178 183	281 617	40 321 662
Amériques	3	5	0	19	27	795 574	1 010 794	13 808 393
Asie	3	2	0	28	33	3 560 890	4 521 023	1 576 711
Caraïbes	7	1	0	20	28	38 249	44 622	5 806 392
Europe centrale et orientale	5	9	2	2	18	330 440	307 139	5 065 342
Europe occidentale	7	6	0	18	31	397 576	437 092	136 812 615
Moyen-Orient	3	1	2	12	18	186 890	314 297	3 922 714
Océanie	2	1	1	19	23	31 353	46 610	658 510
MONDE	62	28	5	140	235	6 171 555	8 231 445	347 745 081

Évolution de la méthode de dénombrement en 2025 :

il a été évoqué plus haut l'exploration d'une nouvelle méthode de dénombrement par l'OIF en 2025. En effet, la méthode 1, fondée sur les compétences en français et utilisée jusqu'ici pour le dénombrement des Francophones, en exclut les enfants de moins de 10 ans scolarisés en français. Cette méthode ne tient pas compte du début de la scolarité obligatoire en français dans certains pays. Dans de nombreux pays d'Afrique, le nombre de Francophones est ainsi obtenu en multipliant le nombre total d'habitants par le taux d'alphabétisation en français, avec un seuil de 10 ans (voire de 15 ans) pour les enfants de l'espace francophone du Sud.

La méthode 2, explorée par l'OIF dans cette édition, est quant à elle fondée sur le début de l'alphabétisation en

français. L'estimation du nombre de Francophones avec cette méthode diffère, de celle obtenue avec la méthode 1, uniquement pour les 30 pays du Sud où le français est langue officielle, co-officielle ou d'enseignement dès le primaire (pays du Maghreb, Afrique subsaharienne, océan Indien et Liban). Cette méthode nécessite de prendre en compte l'année d'introduction du français dans le cursus, qui est variable selon les pays.

Appliquée à six pays d'Afrique membres de l'OIF parmi les plus peuplés (République démocratique du Congo [RDC], Maroc, Madagascar, Côte d'Ivoire, Sénégal, Bénin), cette nouvelle méthode permet d'intégrer dans le calcul 17,8 millions d'élèves âgés de 6 à 9 ans et de porter le nombre de Francophones à 132,5 millions (au lieu de 106,5 millions selon la méthode 1), soit une réévaluation de 24,5 % et une

réhausse de la proportion des Francophones à 49,4 % de la population de ces six pays (contre 42,5% de la méthode 1).

Dans les 30 pays du Sud où le français est langue officielle, co-officielle ou langue d'enseignement, le nombre total de Francophones est estimé à 258 millions selon la méthode 2. Ainsi, en appliquant cette méthode à l'échelle mondiale, le nombre de Francophones dans le monde s'élève à 396 millions en 2025. Une telle approche a pour avantage principal de renforcer le poids géopolitique et géolinguistique de la Francophonie.

Aujourd'hui, la francophonie rassemble plusieurs centaines de millions de locuteurs. Son potentiel de croissance est réel, mais dans quelle mesure peut-il véritablement se concrétiser ?

COMBIEN SERONS-NOUS ?

Estimés à 220 millions dans l'édition 2010, les Francophones sont plus nombreux dans le monde aujourd'hui : l'Observatoire de la langue française les estime à 396 millions. Combien seront-ils demain ? Cela dépend des indicateurs pris en compte et des scénarios retenus. Deux éléments sont certains de se réaliser :

« L'Observatoire de la langue française estime [les Francophones] à 396 millions. »

(1) la croissance de la population totale des pays de la Francophonie et (2) le déplacement vers l'Afrique du centre de gravité de la francophonie.

Disposant de données démographiques récentes diffusées par l'ONU et considérant l'ensemble que forment les 93 États et gouvernements membres et observateurs que comprenait l'OIF jusqu'à septembre 2025, on retrouve actuellement 1,5 milliard d'individus dans cet ensemble. Dès 2050, la population de ce regroupement atteindrait 2 milliards, et 2,3 milliards en 2070.

En retenant uniquement les 56 pays ayant le statut de membres au sein de l'OIF, l'effectif global atteint près de 1 milliard d'individus en 2025 (950 millions) pour dépasser 1,6 milliard de personnes en 2070. Il s'agit d'une forte progression, dont les tendances et leviers méritent une observation précise.

Estimation des Francophones en 2025 (en milliers) fondée sur le début de l'alphabétisation en français pour les populations de six pays d'Afrique (méthode 2)

Pays	Population 2025	Enfants non encore alpha. en français	Population 15 ans et +	Taux alpha. en français (%)	Population alpha.	Population 10-14 ans	Enfants alpha. en français de 6-9 ans	Nombre de Francophones	% de Francophones
RDC	112 832	30 985	60 986	76,04 %	46 374	14 890	6 494	67 758	60,1 %
Maroc	39 032	3 824	29 209	43,39 %	12 674	3 354	2 636	18 664	47,8 %
Madagascar	32 741	7 324	19 992	36,67 %	7 331	3 862	1 620	12 813	39,1 %
Côte d'Ivoire	32 712	5 584	19 478	47,72 %	9 295	4 198	3 576	17 069	52,2 %
Sénégal	18 932	3 018	11 787	37,5 %	4 420	2 277	1 866	8 563	45,2 %
Bénin	14 814	2 648	8 702	47,62 %	4 144	1 887	1 631	7 662	51,7 %
TOTAL	250 462	53 383	150 154	59,8 %	84 238	30 468	17 823	132 529	49,4 %

Population estimée et projetée des entités de la Francophonie (en milliers)

	2025	2050	2070
Tous statuts OIF (93 États et gouvernements)	1 529 431	1 992 936	2 297 583
OIF statut « membre en 2025 »	950 154	1 352 431	1 642 425
MONDE	8 231 613	9 664 379	10 189 242

« Différents facteurs sociodémographiques permettent d’imaginer la francophonie de demain, parmi lesquels les groupes d’âge. »

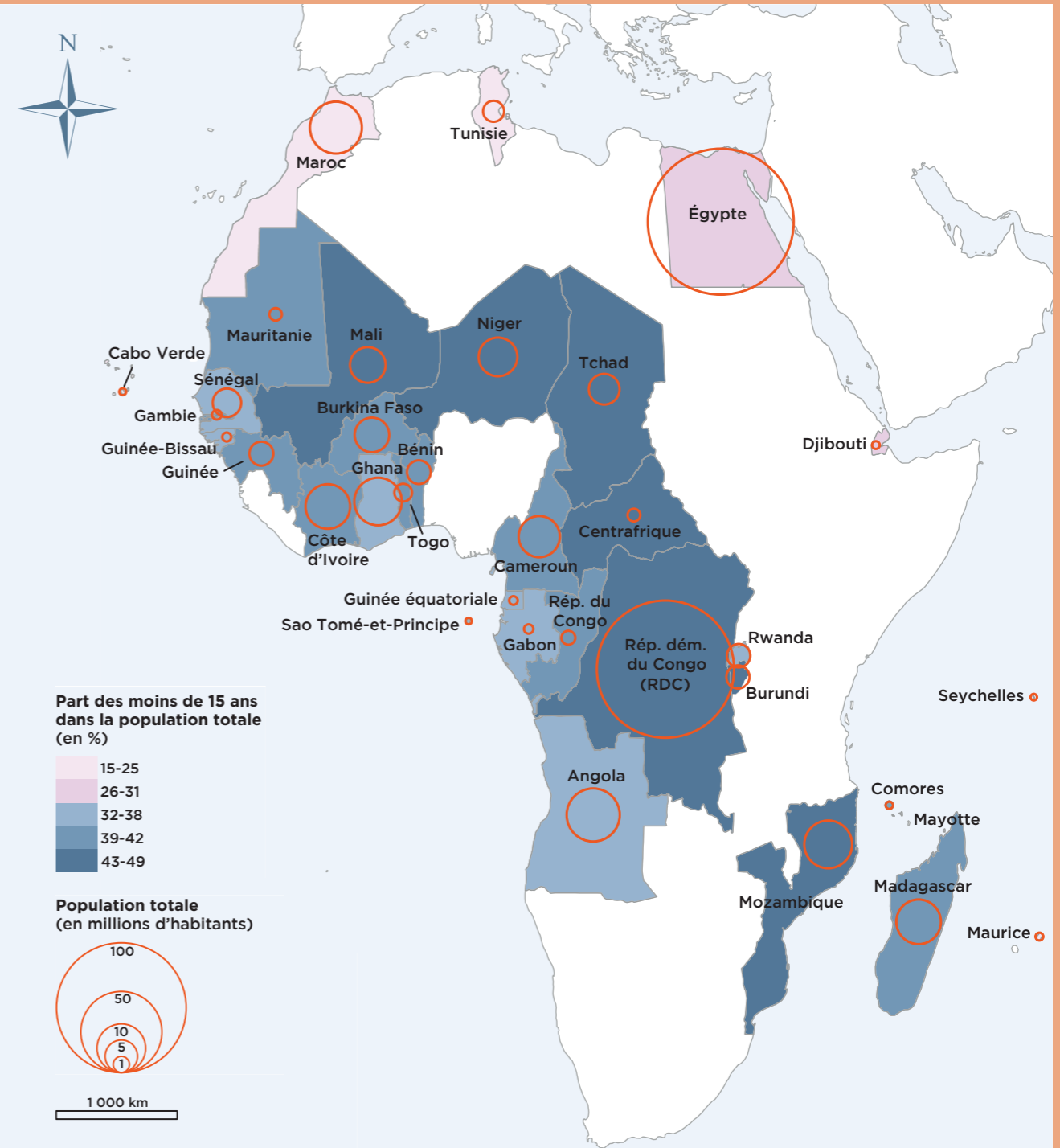
Différents facteurs sociodémographiques permettent d’imaginer la francophonie de demain, parmi lesquels les groupes d’âge. La population totale des pays francophones présente des dynamiques très différenciées selon les groupes d’âge : (1) les jeunes de moins de 15 ans qui représentent 30,6 % de la population totale ; d’ici à 2050, leur proportion sera de 25,3 % de la population totale. La carte ci-contre illustre la répartition de la jeunesse dans les pays africains membres de l’OIF, en montrant à la fois la part des moins de 15 ans dans la population totale (dégradé de bleu) et le poids démographique global de chaque pays (cercles proportionnels). Elle met en évidence la forte concentration de populations jeunes en Afrique subsaharienne, où plusieurs pays comptent plus de 40 % de moins de 15 ans, ainsi que l’importance des grands foyers démographiques du continent africain. (2) Les adultes de 15-64 ans qui représentent le cœur de la population active et des utilisateurs quotidiens du français. En 2025, ils représentent 57,1 % de la population francophone. En 2050, ce groupe représentera 57,5 % de la population. (3) Les personnes âgées de 65 ans et plus représentent 12,2 % de la population, l’amélioration de l’accès à la santé portera leur proportion à 17,2 %.

QUATRE SCÉNARIOS DÉMOGRAPHIQUES JUSQU’EN 2070

Les données de population utilisées pour les scénarios démographiques de la francophonie sont celles des Nations Unies diffusées en juillet 2024 (« World Population Prospects 2024 ») ainsi que des estimations du nombre de Francophones en 2025 pour de nombreux Pays. Les hypothèses concernant l’évolution de l’estimation de Francophones ont conduit à retenir quatre scénarios distincts en 2050 et en 2070 (selon la méthode 1).

Le scénario de référence (S1) repose sur l’hypothèse que les taux estimés de Francophones observés en 2025 demeureront constants jusqu’en 2070. Ce scénario permet donc de mesurer le seul effet des transformations démographiques. La simple croissance anticipée de la population générerait l’ajout d’environ une centaine de millions de Francophones de 2025 à 2050 (+ 119 millions) et un gain supplémentaire semblable de 2050 à 2070 (+ 90 millions).

Le deuxième scénario (S2), celui dit de recul de la langue française, suggère que, pour les pays où cette langue ne dispose pas d’un statut de langue officielle ou de travail, on observerait une diminution de 50 % des taux de Francophones estimés en 2025, tant en 2050 qu’en 2070. Selon le S2, le nombre mondial de Francophones connaîtrait tout de même une faible progression, passant de 348 millions en 2025 à un peu plus de 400 millions en 2050, puis à près de 500 millions en 2070.



LA JEUNESSE DES PAYS AFRICAINS MEMBRES DE L’OIF EN 2024

Sources : United Nations, Population Division, « World Population Prospects 2024 » ; Observatoire de la langue française de l’OIF

« La présence du français dans le monde s’inscrit dans une histoire complexe de trajectoires coloniales, de politiques éducatives postindépendance, de circulations migratoires et de stratégies diplomatiques contemporaines. »

Deux scénarios en lien avec la scolarisation en Afrique subsaharienne : redressement de la scolarisation (S3) et investissements importants en éducation (S4). Ces scénarios reposent sur une mobilisation de l’ensemble des acteurs, qui permettrait notamment une augmentation des proportions de Francophones dans dix-huit pays d’Afrique subsaharienne où l’enseignement primaire, secondaire et universitaire est offert uniquement et/ou principalement en français. Le S3 suppose une reprise à la hausse de la scolarisation pour ces dix-huit pays, alors que le S4 repose sur l’hypothèse d’une mobilisation importante en matière d’éducation qui conduirait à une augmentation de 75 % des taux de Francophones, soit rapidement dès 2050, soit plus graduellement en 2070. Ces deux derniers scénarios présentent une accélération rapide de la croissance du nombre de Francophones. L’effectif de 586 millions en 2050 obtenu au S3 excède déjà l’effectif de 557 millions établi pour l’an 2070 au scénario de référence. En fait, en 2070, S3 et S4 permettent d’atteindre des effectifs mondiaux de Francophones variant de 721 millions à un peu plus de 800 millions.

Ces projections se démarquent largement du S1 où les taux de Francophones demeurent stables. Il convient de rappeler que des investissements en éducation devront se poursuivre en Afrique pour que S3 et S4 puissent avoir des chances de se matérialiser. Il s’opère un déplacement des principaux bassins de Francophones de l’Europe vers l’Afrique, cet effet étant accentué dans S3 et S4. Sans surprise, le continent africain sera le nouveau centre démographique de la Francophonie dans le futur proche et plus éloigné, et ce, quel que soit le scénario.

PRÉSENCE FRANCOPHONE DANS LE MONDE

La présence du français dans le monde s’inscrit dans une histoire complexe de trajectoires coloniales, de politiques éducatives postindépendance, de circulations migratoires et de stratégies diplomatiques contemporaines. Elle est marquée par l’hétérogénéité liée à des contextes historiques, politiques et institutionnels divers. Il en résulte la variabilité de son statut qui doit être lue à travers les rapports de pouvoir locaux, régionaux et mondiaux.

L’analyse de la présence du français dans les grandes aires linguistiques met en lumière des dynamiques contrastées, des évolutions différenciées selon les régions, et des perspectives de croissance principalement tirées par l’Afrique.

Dans l’anglosphère, le français est en cohabitation asymétrique avec l’anglais, langue dominante dans les sphères économiques et technologiques. Mais il peut être perçu comme une langue de distinction sociale ou culturelle, valorisée dans les systèmes éducatifs (Canada et certains pays d’Afrique de l’Est ou anciens territoires britanniques ayant connu une présence française partielle). Au Canada, il conserve une forte vitalité, avec une forte identité linguistique francophone au Québec mais une minorisation en Ontario ou en Nouvelle-Écosse. En Afrique de l’Est, le français est présent à des degrés divers, souvent concurrencé par l’hégémonie de l’anglais, il est enseigné comme langue étrangère, mais le nombre de locuteurs reste limité.

Répartition des Francophones par effectifs totaux (en milliers) et grandes régions (en %) entre 2025 et 2070 (méthode 1)

Régions	EFFECTIFS			RÉPARTITION (%)		
	2025	2050	2070	2025	2050	2070
S1 - SCÉNARIO DE RÉFÉRENCE : STABILITÉ DES TAUX OBSERVÉS EN 2025						
AFRIQUE	180 094	296 025	389 857	51,8	63,4	70,0
Afrique subsaharienne	140 462	248 864	341 021	40,4	53,3	61,2
Afrique du Nord	39 633	47 162	48 837	11,4	10,1	8,8
AMÉRIQUES	19 615	22 188	23 596	5,6	4,8	4,2
ASIE/OCÉANIE	6 158	7 153	7 479	1,8	1,5	1,3
EUROPE	141 878	141 312	136 024	40,8	30,3	24,4
Europe de l’Ouest	100 686	101 772	99 852	29,0	21,8	17,9
Europe (autre)	41 192	39 540	36 172	11,8	8,5	6,5
Population du scénario	347 745	466 678	556 957	100	100	100
S2 - SCÉNARIO DU REcul : DIMINUTION DE 50 % DES FRANCOPHONES, TOUS LES PAYS SAUF FLO/T*						
AFRIQUE	180 094	270 110	362 682	51,8	66,4	72,9
Afrique subsaharienne	140 462	246 529	338 263	40,4	60,6	68,0
Afrique du Nord	39 633	23 581	24 418	11,4	5,8	4,9
AMÉRIQUES	19 615	20 840	22 193	5,6	5,1	4,5
ASIE/OCÉANIE	6 158	3 952	4 121	1,8	1,0	0,8
EUROPE	141 878	111 717	108 617	40,8	27,5	21,8
Europe de l’Ouest	100 686	91 947	90 530	29,0	22,6	18,2
Europe (autre)	41 192	19 770	18 086	11,8	4,9	3,6
Population du scénario	347 745	406 619	497 612	100	100	100
S3 - SCÉNARIO DU REDRESSEMENT DE LA SCOLARISATION EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE						
AFRIQUE	180 094	415 420	554 254	51,8	70,9	76,8
Afrique subsaharienne	140 462	368 258	505 418	40,4	62,8	70,1
Afrique du Nord	39 633	47 162	48 837	11,4	8,0	6,8
AMÉRIQUES	19 615	22 188	23 596	5,6	3,8	3,3
ASIE/OCÉANIE	6 158	7 153	7 479	1,8	1,2	1,0
EUROPE	141 878	141 312	136 024	40,8	24,1	18,9
Europe de l’Ouest	100 686	101 772	99 852	29,0	17,4	13,8
Europe (autre)	41 192	39 540	36 172	11,8	6,7	5,0
Population du scénario	347 745	586 072	721 354	100	100	100
S4 - SCÉNARIO D’IMPORTANTES INVESTISSEMENTS EN ÉDUCATION EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE						
AFRIQUE	180 094	473 644	634 492	51,8	73,5	79,2
Afrique subsaharienne	140 462	426 482	585 655	40,4	66,2	73,1
Afrique du Nord	39 633	47 162	48 837	11,4	7,3	6,1
AMÉRIQUES	19 615	22 188	23 596	5,6	3,4	2,9
ASIE/OCÉANIE	6 158	7 153	7 479	1,8	1,1	0,9
EUROPE	141 878	141 312	136 024	40,8	21,9	17,0
Europe de l’Ouest	100 686	101 772	99 852	29,0	15,8	12,5
Europe (autre)	41 192	39 540	36 172	11,8	6,1	4,5
Population du scénario	347 745	644 296	801 591	100	100	100
POPULATION MONDIALE	8 231 613	9 664 379	10 189 242	-	-	-

Note : Seuls dix-huit pays d’Afrique qui sont membres de l’OIF et où le français est langue officielle ou de travail bénéficient de cette hypothèse d’augmentation du taux de Francophones, à l’exception notamment du Burundi et du Rwanda où les taux de 2025 sont reportés pour les années suivantes. * Français langue officielle ou langue de travail

« La présence francophone doit aussi être analysée en fonction de la manière dont le français s’insère dans des écosystèmes linguistiques pluriels, où les langues sont en concurrence, mais aussi en interaction constante. »

Dans l’hispanophonie latino-américaine, la présence francophone est plus marginale, limitée à des enclaves, comme Haïti. En Amérique du Sud et dans les Caraïbes, les départements et les territoires ultramarins français assurent une présence stable. En Espagne, le français reste la première langue étrangère enseignée, mais la pratique réelle est en recul au profit de l’anglais.

Dans la lusophonie africaine, le français est une langue étrangère enseignée à l’école à cause de la proximité géographique avec des pays francophones. Il y connaît une progression en tant que langue étrangère, notamment dans l’enseignement secondaire et supérieur. Au Brésil, le français est désormais devancé par l’anglais et l’espagnol, mais conserve une présence dans l’enseignement supérieur et parmi certaines élites culturelles.

En arabophonie, le français occupe une position paradoxale au Maghreb, entre ancrage et rejet. Il reste une langue d’usage des médias, de l’université, de l’administration ou du secteur économique, mais aussi l’objet de critiques récurrentes en tant que langue du colonisateur : valorisé comme langue de modernité ou critiqué comme symbole d’un passé colonial. Bien que présent dans l’éducation publique et privée et dans certains cercles culturels, le français voit sa place au Liban remise en cause par l’anglicisation croissante de l’enseignement supérieur. En Égypte, la présence du français est plus faible, même si le français reste une langue d’élite et d’enseignement privé.

Ces exemples montrent que la présence francophone doit aussi être analysée en fonction de la manière dont le français s’insère dans des écosystèmes linguistiques pluriels, où les langues sont en concurrence, mais aussi en interaction constante. Dans tous ces contextes, les représentations du français sont ambivalentes. En effet, la langue peut être perçue comme un vecteur de modernité, d’ouverture internationale et de mobilité sociale. Elle est parfois valorisée pour son capital culturel et symbolique, notamment dans les secteurs de la culture, de la diplomatie et de l’enseignement supérieur.

Ces usages partiels ou hybrides donnent lieu à des formes de plurilinguisme vécues marquées par l’alternance codique, le recours à des variétés locales du français ou encore l’émergence de créations linguistiques métissées. À l’échelle de la prochaine décennie, la francophonie devra donc définir une stratégie claire pour ne plus être perçue comme un héritage colonial figé, mais comme un outil de développement et d’innovation. Deux grandes tendances dessineront son avenir : la transition numérique qui est rapide et la jeunesse africaine qui est de plus en plus nombreuse à maîtriser le français langue d’enseignement. Si ces États investissent dans des systèmes éducatifs de qualité, le français pourra devenir la principale langue de communication régionale dans de vastes parties du continent. L’équilibre dépendra des politiques linguistiques, des coopérations universitaires et de la capacité des pays francophones à s’appropriier les enjeux technologiques.

À l’horizon 2050, le destin du français ne se lira plus depuis Paris, ce sera une langue plurielle dont l’avenir se jouera dans sa capacité d’adaptation aux nouvelles réalités numériques et géopolitiques.

PARTIE 2

ÉDUCATION, ÉTAT DE SITUATION



LA POPULATION SCOLAIRE, DYNAMIQUES ET ENJEUX

Il faut miser sur l'enseignement pour assurer un avenir positif à la francophonie. Or, cet enseignement dépend en partie des politiques linguistiques et éducatives définies par les autorités.

Pour autant, les politiques linguistiques ne se résument pas à l'octroi de moyens financiers. Elles définissent des choix fondamentaux. C'est au sein même de l'enseignement du français qu'un choix pédagogique décisif est possible pour mettre en œuvre un apprentissage rénové et attractif, apte à développer un sentiment de fierté d'appartenir à la francophonie. Il s'agit d'intégrer la francophonie dans les programmes, et surtout de la faire entrer intimement dans la pratique de la classe de français, aussi bien celle de langue première que celle de langue seconde ou de langue étrangère. Les professeurs de français doivent élargir leur savoir-faire professionnel à la dimension francophone, et ce dans tous les aspects de leur enseignement, qu'il soit culturel ou proprement linguistique.

Il faut injecter de la francophonie du primaire aux études supérieures, car il y a actuellement un déséquilibre à corriger si l'on souhaite faire de la francophonie un objet scolaire durable et essentiel à sa pérennité. Sa présence dans les cours de français est plus marquée à l'université qu'au secondaire, et encore davantage qu'au primaire. Pour ce faire, il est essentiel de développer des travaux à tous les niveaux et d'en systématiser la diffusion dans la formation initiale et continue des enseignants afin d'émerger chez eux un véritable « réflexe francophone ». Ce réflexe francophone consiste à repenser cet enseignement dans une approche globale et méthodique, en reconnaissant pleinement la richesse des apports du français et en les intégrant dans une perspective résolument francophone. En somme, il est temps de passer à un véritable enseignement francophone du français. Plus que jamais, apprendre le français doit signifier apprendre à être francophone.

« Plus que jamais, apprendre le français doit signifier apprendre à être francophone. »

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'APPRENANTS

En 2024, plus de 170 millions d'élèves dans 36 pays à travers le monde ont reçu un enseignement en français ou ont appris le français en milieu institutionnel, dans des contextes de français langue maternelle (FLM) ou de français langue seconde (FLS). Le nombre d'apprenants de français langue étrangère (FLE) dans le monde est, quant à lui, estimé à environ 51 millions d'apprenants.

L'enseignement primaire reste le principal foyer de progression du français, notamment dans certains pays d'Afrique. Au secondaire, les effectifs suivent la même tendance, malgré des disparités selon les pays et les zones, urbaines ou rurales. L'enseignement supérieur connaît une croissance modeste, mais continue, avec un attrait croissant pour les filières francophones scientifiques et techniques.

Dans les pays francophones d'Afrique subsaharienne, le français est avant tout une langue de scolarisation. En Europe, le français demeure une langue de référence, mais connaît un recul relatif. Dans la région Asie du Sud-Est, le FLE apparaît comme une langue d'ouverture et de mobilité. Dans les Amériques-Caraïbes, le français occupe une place importante.

Des inégalités d'accès selon le genre sont présentes dans de nombreux systèmes éducatifs à travers le monde, le sexe demeurant un facteur de discrimination structurelle. Le sexe, l'orientation sexuelle et l'expression

LE RÉSEAU LANGUE FRANÇAISE ET ÉDUCATION - CHIFFRES CLÉS

Source : Institut français

LE RÉSEAU LANGUE FRANÇAISE ET ÉDUCATION EN 2025

- **912 000 inscriptions** dans les centres de langues à l'étranger (Instituts français [IF] et Alliances françaises [AF])
- Plus de **150 000 apprenants** dans les centres de FLE en France
- **38 %** des apprenants du FLE en France avaient suivi des cours dans le réseau français (AF, IF) avant leur séjour en France

L'ENSEIGNEMENT FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

L'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) coordonne le réseau des établissements d'enseignement français à l'étranger, communément appelés « lycées français », détache du personnel dans les établissements en gestion directe (EGD) et conventionnés, assure le renouvellement et le suivi de l'homologation en lien avec le **ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche**.

LE RÉSEAU HOMOLOGUÉ

- **600 établissements homologués** (+20 établissements depuis 2023)
- **397 766 élèves** (contre 392 000 en 2023) dans **138 pays** à la rentrée scolaire 2024 :
 - **73 960 élèves** dans 68 EGD
 - **116 110 élèves** dans 159 établissements conventionnés
 - **207 696 élèves** dans 373 établissements partenaires
- En 2025, une douzaine d'établissements ont rejoint le réseau homologué.
- **31 % d'élèves français** (123 307 élèves)
- **57 % étrangers nationaux** (227 663 élèves contre 199 680 en 2019)
- **12 % d'élèves de nationalité tierce** (49 156 élèves contre 43 564 en 2019).

LES CHIFFRES DU BACCALAURÉAT dans l'enseignement français à l'étranger en 2024

- **21 715 bacheliers**
- **98,3 %** de réussite au bac
- **81 %** de mentions : TB 25,8 % ; B 29,4 % ; AB 25,8 %

TOP 5 DES LYCÉES FRANÇAIS accueillant le plus grand nombre d'élèves en 2024-2025

- PÔLE CASABLANCA-MOHAMMEDIA** (Casablanca, Maroc), EGD : 8 418 élèves
- PÔLE RABAT** (Rabat, Maroc), EGD : 5 394 élèves
- LYCÉE FRANÇAIS et son annexe SAINT-EXUPÉRY** (Madrid, Espagne), EGD : 4 298 élèves
- LYCÉE ANTOINE-DE-SAINT-EXUPÉRY** (Santiago, Chili), établissement conventionné : 3 328 élèves
- LYCÉE FRANÇAIS CHARLES-DE-GAULLE** (Londres, Royaume-Uni), EGD : 3 269 élèves

LE RÉSEAU LABELLISÉ (BILINGUE FRANCOPHONE)

Le **LabelFrancÉducation**, délivré par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, est attribué aux établissements scolaires locaux offrant du français renforcé et une discipline non linguistique (DNL) en français, et dont les professeurs ont au moins un niveau certifié B2 en français. Depuis la commission de labellisation de juin 2025, le réseau se compose de **778 établissements et filières labellisés** dans **66 pays**.

LA COOPÉRATION ÉDUCATIVE EN LANGUE FRANÇAISE EN 2024

→ **43 055 enseignants** de et en français des systèmes éducatifs nationaux ont été formés par le réseau (services de coopération et d'action culturelle des ambassades [SCAC] et Instituts français [IF]).

APPRENANTS DANS LES INSTITUTS FRANÇAIS

TOP 5 DU NOMBRE D'APPRENANTS PAR INSTITUT FRANÇAIS

- 1 Maroc : 49 482
- 2 Allemagne : 18 285
- 3 Tunisie : 16 455
- 4 Japon : 16 305
- 5 Égypte : 15 602

DEL F (DIPLÔME D'ÉTUDES EN LANGUE FRANÇAISE), DAL F (DIPLÔME APPROFONDI DE LANGUE FRANÇAISE) ET TCF (TEST DE CONNAISSANCE EN FRANÇAIS)

- Près de **758 497 candidats** aux certifications de langue gérées par France Éducation international (FEI) (500 905 candidats DEL F-DAL F et 257 592 candidats TCF)
- En tout, **1 182 centres DEL F-DAL F** et **768 centres TCF** actifs à travers le monde

TOP 5 DES PAYS EN NOMBRE D'INSCRITS AU DEL F-DAL F

- 1 Allemagne : 41 369
- 2 Espagne : 32 421
- 3 Italie : 31 980
- 4 Grèce : 24 296
- 5 Madagascar : 19 093

TOP 5 DES PAYS EN NOMBRE D'INSCRITS AU TCF

- 1 Algérie : 54 553
- 2 Cameroun : 31 726
- 3 Maroc : 25 264
- 4 Canada : 24 083
- 5 Tunisie : 8 941

Nombre d'inscrits et d'admis par certification entre 2010 et 2022

CERTIFICATION	2010		2014		2018		2022	
	INSCRITS	ADMIS	INSCRITS	ADMIS	INSCRITS	ADMIS	INSCRITS	ADMIS
DEL F-DAL F	336 863	284 754	46 890	35 220	62 000	48 190	80 960	60 300
TCF	55 697		33 000		44 380		60 670	
DFP			600		620		200	
TEF			6 300		11 300		23 650	

- **1 572 postes** d'assistants de langue française à l'étranger (ALF) ouverts dans 37 pays en 2024-2025
- **30 stagiaires** déployés dans **10 pays** du réseau de coopération et d'action culturelle, dans le cadre du programme de mobilité sortante **Stages master FLE**
- **Réseau FLAM** : en février 2025, on compte **102 associations** détentrices de la marque FLAM (Français langue maternelle) dans **26 pays**, rassemblant près de **9 000 enfants et adolescents** (dont plus de 84 % de Français)
- **300 associations** dans **130 pays**, 6 commissions, 55 000 adhérents pour la Fédération internationale des professeurs de français (FIPF)

« Le réseau des Alliances françaises s'est largement développé, comptant aujourd'hui près de 1 000 implantations (824 Alliances françaises et plus de 160 annexes) réparties dans 138 pays. »

de l'identité de genre figurent parmi les facteurs qui conditionnent l'accès à une éducation de qualité. Ces inégalités sont ancrées dans des normes sociales, des stéréotypes et des mécanismes institutionnels, et sont souvent reproduites de génération en génération.

À l'échelle mondiale, 258 millions d'enfants, d'adolescents et de jeunes ne sont pas scolarisés, soit 17 % des individus de ces tranches d'âge. L'Afrique subsaharienne est particulièrement concernée, avec 24 % de la population non scolarisée en 2000. Les filles en zones rurales, issues de milieux pauvres ou appartenant à des groupes minoritaires sont les plus exposées au risque d'exclusion scolaire.

Le réseau des Alliances françaises s'est largement développé, comptant aujourd'hui près de 1 000 implantations (824 Alliances françaises et plus de 160 annexes) réparties dans 138 pays. En 2024, il a accueilli plus de 450 000 apprenants (dont 420 000 apprenants de français et 33 000 apprenants d'autres cours) et met plus de cent quarante ans d'expérience au service des étudiants et enseignants bénéficiant de son expertise pédagogique dans une cinquantaine de pays.

L'activité de certification marque une évolution très nette en 2024 au sein du réseau mondial des Alliances françaises (+ 8,5 %), dépassant largement les niveaux d'avant la crise du Covid-19. Des progrès particulièrement marqués sont observés dans la zone Afrique, océan Indien et Moyen-Orient ainsi qu'en Amérique du Nord (notamment dans les AF du Cameroun, de Montréal et de Toronto).

LE DÉNOMBREMENT DES EFFECTIFS SCOLAIRES EN FRANÇAIS

Le français est la deuxième langue la plus apprise dans le monde, après l'anglais. Il est enseigné dans tous les continents dans des contextes variés : français langue maternelle (FLM), français langue seconde (FLS) ou de scolarisation (FLSco) ou français langue étrangère (FLE). Il est enseigné en tant que langue maternelle ou langue seconde dans 36 pays, et il est l'unique langue d'enseignement au Bénin, au Burkina Faso, en France, au Gabon, en Guinée, en Haïti, au Québec, en Suisse romande, au Togo et en Wallonie, entre autres. Il est également l'une des langues de la transmission des savoirs dans de nombreux pays (Algérie, Côte d'Ivoire, Madagascar, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, RDC, Sénégal, Seychelles, Vanuatu, entre autres). Selon l'OIF, le nombre total des effectifs scolaires et étudiants en français FLM et FLS avoisine 170 millions en 2023-2024.

Sur l'ensemble des effectifs scolaires de l'espace francophone, près de 70 % des élèves qui reçoivent des enseignements en français se trouvent dans la région Afrique subsaharienne et océan Indien (ASOI), confirmant à celle-ci un rôle central dans la vitalité du français. Le reste des effectifs se répartit entre les grandes régions Europe de l'Ouest et Canada francophone (EOCF) d'une part, et Afrique du Nord et Moyen-Orient (ANMO) d'autre part.

Effectifs scolaires et étudiants de et en français dans trois grandes régions francophones en 2023-2024

RÉGION	PRÉSCOLAIRE	PRIMAIRE	SECONDAIRE	SUPÉRIEUR	TOTAL
ANMO	1 850 308	12 594 065	13 528 102	3 890 964	31 863 439
ASOI	7 090 000	75 110 000	27 650 000	2 150 000	112 000 000
EOCF	2 580 143	6 060 181	6 869 962	4 060 037	19 570 323
TOTAL	11 520 451	93 764 246	48 048 064	10 101 001	163 433 762

Les effectifs scolaires et enseignants varient fortement d'une région à l'autre de l'espace francophone, selon le statut du français. Dans la grande région EOCF, le français est langue maternelle pour la grande majorité des élèves. Dans la grande région ASOI, il est une langue seconde. Dans la grande région ANMO, le français est l'une des langues d'enseignement au côté de l'arabe, il est aussi la langue d'enseignement des disciplines scientifiques, économiques et de gestion dans les établissements supérieurs. Dans ces trois grandes régions, le français se partage les rôles et les fonctions avec les autres langues officielles, nationales ou d'enseignement.

Les systèmes scolaires des trois grandes régions (ANMO, ASOI et EOCF) ont accueilli plus de 163 millions d'élèves (du préscolaire au secondaire) et d'étudiants. Les effectifs les plus importants se concentrent dans le primaire, avec environ 94 millions d'élèves (dont 48,37 % de filles). Le secondaire rassemble quelque 48 millions d'élèves (46,34 % de filles). L'enseignement supérieur capte quant à lui plus de 10 millions d'étudiants. Le préscolaire, bien qu'il soit généralisé dans la francophonie du Nord (EOCF), ne capte pas énormément d'élèves en raison notamment de problèmes démographiques, ce qui n'est pas le cas des pays francophones du Sud, avec moins d'établissements mais plus d'élèves. Les trois grandes régions totalisent 11,52 millions d'élèves dans le préscolaire.

Dans les trois grandes régions, l'avenir du français dépendra de sa capacité à demeurer une langue d'accès aux savoirs et un levier d'opportunités économiques, notamment pour l'insertion professionnelle des jeunes.

Aussi, la massification de l'enseignement exerce une pression considérable sur les systèmes éducatifs. Dans les pays du Nord, l'attractivité du métier d'enseignant se fragilise, entraînant des difficultés de recrutement et de fidélisation. Dans de nombreux pays du Sud, les défis tiennent davantage à la qualité et à l'ampleur de la formation nécessaire pour accompagner la modernisation des pratiques pédagogiques et répondre à des effectifs en hausse.

Dans ce contexte contrasté, l'école demeure le pilier central de l'avenir francophone. La vitalité du français repose sur sa présence effective à tous les niveaux d'enseignement, et sur la capacité collective à soutenir celles et ceux qui en assurent la transmission au quotidien. C'est là que se dessinent, plus que jamais, les conditions de sa consolidation à l'échelle mondiale.

EFFECTIFS ENSEIGNANTS DU ET EN FRANÇAIS

L'espace francophone du Sud est caractérisé par une diversité linguistique importante. Il est confronté aux défis de l'enseignement du et en français, qui n'est pas la langue maternelle des élèves. Il est aussi traversé par les nécessités sociales et politiques d'intégrer les langues nationales à l'école. La formation des enseignants à la promotion d'un apprentissage dans la langue parlée par les enfants doit être élargie pour une meilleure acquisition des savoirs, pour le plus grand bénéfice du français.

Effectifs enseignants dans les trois grandes régions francophones en 2023-2024

RÉGION	PRÉSCOLAIRE	PRIMAIRE	SECONDAIRE	SUPÉRIEUR	TOTAL
ANMO	38 800	536 200	762 046	136 605	1 473 651
ASOI	261 000	1 700 000	1 390 000	78 480	3 429 480
EOCF	109 109	579 248	659 343	137 166	1 484 866
TOTAL	408 909	2 815 448	2 811 389	352 251	6 387 997

On estime à environ 7 millions le nombre d'enseignants de et en français dans le monde, qui encadrent environ 170 millions d'élèves et étudiants. Les chiffres varient selon les pays, les degrés et la reconnaissance officielle du français. Par exemple, l'enseignement de et en français dans la grande région ASOI fait face à une formation inégale des enseignants. Selon le rapport 2024 de l'UNESCO sur les enseignants, seuls 69 % des effectifs possèdent les qualifications minimales requises dans cette région, alors qu'ils étaient 75 % en 2010. Dans de nombreux pays, la généralisation de la scolarisation a entraîné un recrutement d'enseignants trop rapide pour pouvoir les former adéquatement.

Dans les trois grandes régions (ANMO, ASOI, et EOCF), le nombre d'enseignants de et en français se monte pour l'année 2023-2024 à environ 6,4 millions, qui encadrent plus de 163 millions d'élèves (du préscolaire au secondaire) et étudiants.

Des effectifs importants exercent dans le primaire : plus de 2,8 millions d'enseignants (dont 44,75 % de femmes), avec un ratio de 33:1 (33 élèves par enseignant). Ils sont

tout aussi nombreux dans le secondaire, avec plus de 2,8 millions d'enseignants également, mais la part des femmes baisse sensiblement (24,77 %). Le ratio moyen élèves-enseignant y descend à 17:1, reflétant des situations contrastées dans les trois grandes régions. Le préscolaire est bien développé dans la région EOCF, mais, puisqu'il commence à peine à être généralisé dans les deux autres régions, les effectifs n'atteignent pas encore le demi-million d'enseignants. L'enseignement supérieur concentre plus de 352 000 enseignants, avec des statuts divers.

Le ratio élèves-enseignant varie fortement d'une région à l'autre et d'un niveau scolaire à l'autre. La grande région EOCF a les taux d'encadrement les plus élevés, avec un ratio faible de 10 élèves par enseignant (10:1) dans le primaire et dans le secondaire. À l'inverse, le taux d'encadrement dans le primaire dans la grande région ASOI est très faible, avec un ratio élevé de 44 élèves par enseignant (44:1). Le ratio baisse dans le secondaire, principalement en raison du taux d'achèvement très faible du cycle primaire. Comparativement à la région EOCF, des millions d'élèves de la région ASOI n'entrent pas dans le secondaire.

Ratios élèves/enseignant dans les trois grandes régions francophones en 2023-2024

RÉGION	PRÉSCOLAIRE	PRIMAIRE	SECONDAIRE	SUPÉRIEUR
ANMO	48	23	18	28
ASOI	27	44	20	27
EOCF	24	10	10	30
MOYENNE	28	33	17	29

La part des enseignants qualifiés a diminué dans de nombreux pays de cette région, car, pour faire face à la massification des effectifs produite par la généralisation de la scolarisation, les enseignants ont été recrutés plus vite qu'ils n'ont été formés.

« Enseigner le français et en français » est la situation la plus courante dans les pays du Sud où le français langue officielle est soit la seule langue d'enseignement, soit langue d'enseignement avec une ou plusieurs autres langues, soit la langue pour quelques matières à partir du secondaire ou du supérieur. L'enseignement du français et la formation des enseignants sont fragilisés par des enjeux politiques, économiques et culturels.

Malgré de nombreux dispositifs mis en place (comme IFADEM) pour former des enseignants à préparer des élèves à devenir des citoyens compétents, autonomes et responsables, on trouve encore des enseignants sans aucune formation. Le fossé entre les politiques éducatives et la réalité scolaire, notamment en FLS ou FLE, met en jeu l'avenir de la francophonie dans un contexte de montée des nationalismes. L'enseignant, pilier de l'école, doit être formé pour incarner un modèle humain, pédagogique et culturel adapté au XXI^e siècle. Répondre à ses besoins en formation est essentiel pour faire évoluer toutes les facettes de ses pratiques.

Repenser l'éducation, c'est revoir la formation des enseignants à une époque où se croisent approches traditionnelles et IA, avec des inégalités sociales en trame de fond. À cela s'ajoute la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers face à un manque d'enseignants spécialisés. Repenser la formation des enseignants, c'est d'abord élaborer un projet de société à long terme.

Malgré les réformes, l'école africaine où le français est la seule langue de scolarisation reste fragilisée par le manque d'infrastructures, la faiblesse en français et la pénurie d'enseignants. Pour professionnaliser les futurs enseignants, il est essentiel de renforcer leurs compétences linguistiques dès la formation initiale avec un test de langue à l'entrée pour combler les lacunes. Pour une meilleure efficacité, une formation sur les implications identitaires et les représentations idéologiques et sociologiques de la langue française, sur le contact

« L'enseignement du français et la formation des enseignants sont fragilisés par des enjeux politiques, économiques et culturels. »

des langues et l'importance du plurilinguisme est nécessaire.

Pour assurer une formation de qualité, il faut donc repenser la motivation des enseignants, la crise des vocations et l'attrition du métier. Les dispositifs efficaces déjà mis en œuvre en Afrique subsaharienne devraient être généralisés à l'ensemble des pays francophones, y compris en Afrique du Nord. Être enseignant francophone est un métier qui s'apprend, et sa professionnalisation est essentielle pour atteindre les objectifs de l'ODD 4 des Nations Unies. Cela implique de revoir les pratiques pédagogiques, de renforcer les moyens humains et matériels, et de développer des compétences plurilingues, interculturelles et francophones, afin de faire de l'école un lieu d'apprentissage, d'ouverture et de créativité.

COMPÉTENCES LANGAGIÈRES ET PROFESSIONNELLES

C'est à l'école, plus que dans tout autre espace, que se décident la vitalité et la légitimité de la langue française. Le français de scolarisation, entendu comme langue des apprentissages disciplinaires et de la transmission des savoirs, revêt une importance stratégique dans l'espace francophone du Sud. Cependant, sa présence dans des environnements bilingues ou plurilingues complexifie les enjeux éducatifs. Elle interroge la nature et le niveau des compétences langagières des élèves et des enseignants ainsi que la portée des compétences professionnelles de ces derniers.

« La compétence professionnelle et langagière des enseignants est un pilier essentiel de la réussite scolaire. »

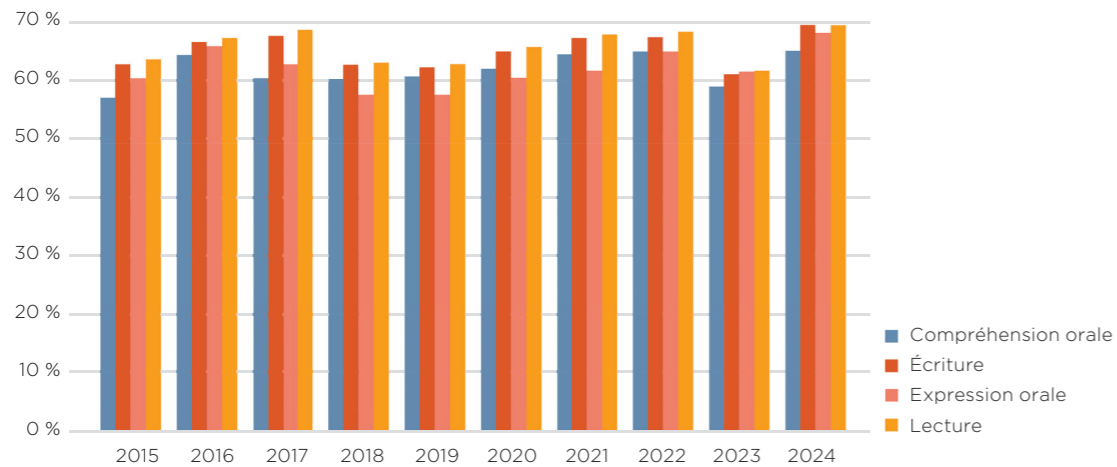
L'acquisition de compétences langagières solides constitue une condition indispensable de la réussite éducative dans l'espace francophone du Sud. Dans ces contextes, l'enjeu est de permettre l'appropriation de modes de pensée, de raisonnement et de conceptualisation disciplinaire en français. Les disciplines non linguistiques nécessitent une maîtrise du français à des niveaux de complexité qui dépassent de loin l'usage ordinaire ou quotidien.

La compétence professionnelle et langagière des enseignants est un pilier essentiel de la réussite scolaire. Or, nombreux sont ceux qui commencent sans une maîtrise suffisante du français, freinés par une formation initiale peu adaptée aux classes multilingues, un accès limité à la formation continue et des outils pédagogiques inappropriés.

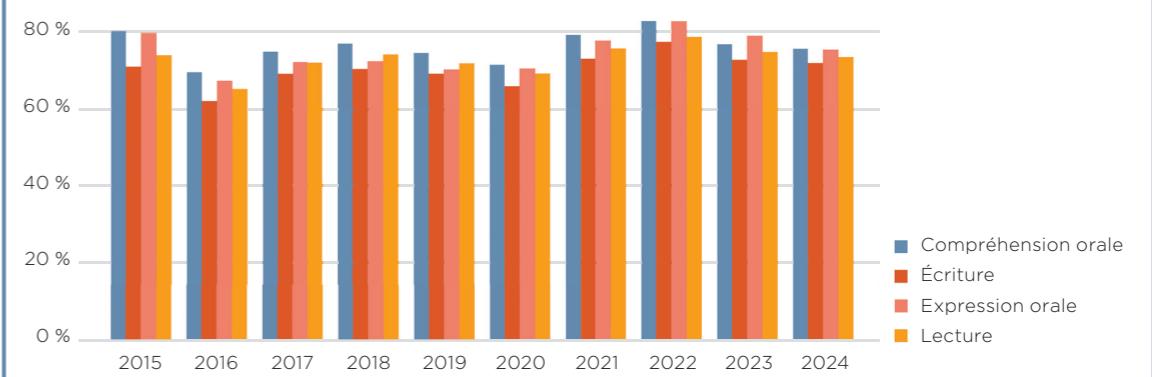
Africascope et Maghreboscope de la société de sondage Kantar, menées annuellement depuis 2008. Celles-ci permettent de dégager des tendances sur l'évolution des compétences linguistiques en français auprès des populations de 15 ans et plus. Des données récoltées de 2015 à 2024 dans trois pays du Maghreb (Maroc, Algérie, Tunisie) et huit pays d'Afrique subsaharienne (Sénégal, Côte d'Ivoire, Congo, RD Congo, Cameroun, Gabon, Mali, Burkina Faso). Elles sont complétées par des données d'autres pays d'Afrique (Togo, Tchad, Mauritanie, République centrafricaine, Bénin) recueillies sur quelques-unes des années relatives à la même période.

Dans le cadre des travaux de l'Observatoire de la langue française pour la collecte et l'analyse de données sur la maîtrise et l'usage de la langue française, une attention particulière a été portée à celles issues des enquêtes

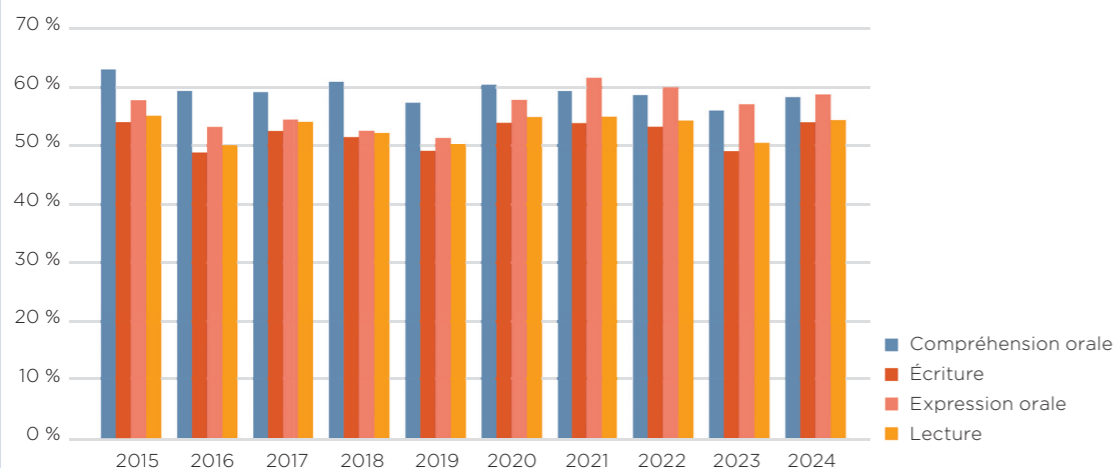
Pourcentage d'individus ayant une assez bonne maîtrise de la langue française par compétence, au Maghreb, entre 2015 et 2024



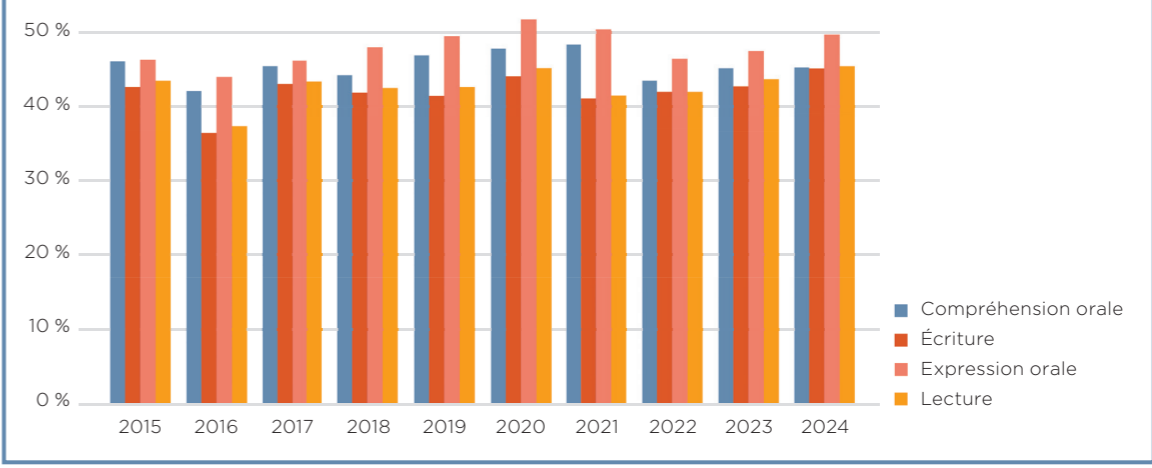
Pourcentage d'individus ayant une assez bonne maîtrise de la langue française par compétence, en Afrique centrale, entre 2015 et 2024



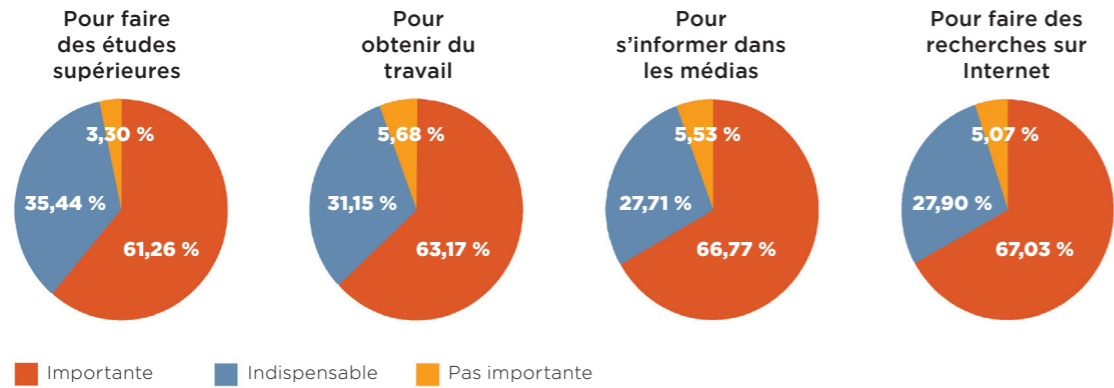
Pourcentage d'individus ayant une assez bonne maîtrise de la langue française par compétence, en Afrique de l'Ouest, entre 2015 et 2024



Pourcentage d'individus ayant une assez bonne maîtrise de la langue française par compétence, au Sahel entre 2015 et 2024



Perception de l'importance du français par domaine



« La maîtrise du français met en évidence un cercle vertueux : la scolarisation favorise l'apprentissage du français, qui à son tour facilite la poursuite des études. »

L'évaluation est basée sur leur compétence dans quatre habiletés principales en français sur une durée de 10 ans (2015-2024) : l'expression orale, la compréhension orale, la lecture et l'écriture. Chaque habileté est classée sur quatre niveaux : « Très bien » (niveau 4), « Assez bien » (niveau 3), « Avec difficultés » (niveau 2) ou « Pas du tout » (niveau 1).

Les données montrent une progression nette des compétences en français en fonction du parcours scolaire. Les individus non scolarisés présentent des scores généralement faibles, tandis que ceux ayant atteint le supérieur affichent les meilleurs résultats, avec une moyenne proche du niveau maximal (niveau 4 « Très bien »). L'âge interagit également, on constate une maîtrise du français légèrement meilleure chez les adultes en âge actif comparativement aux populations plus jeunes (15-19 ans) et plus âgées (45-55 ans). Toutefois, le statut socio-économique des individus influence dans une moindre mesure la maîtrise du français.

La maîtrise du français met en évidence un cercle vertueux : la scolarisation favorise l'apprentissage du français, qui à son tour facilite la poursuite des études et l'accès à des opportunités professionnelles mieux qualifiées.

La population urbaine du continent africain a doublé en moins de trente ans. Depuis 2015, les capitales du Maghreb et d'Afrique subsaharienne ont connu une progression démographique sans précédent. Sur le plan linguistique, ces villes présentent un plurilinguisme dominant, avec l'usage quotidien de plusieurs langues autochtones majeures, auxquelles s'ajoute le français, omniprésent dans l'enseignement, l'administration, les médias et les usages professionnels.

La comparaison présentée ici s'appuie sur les déclarations des sujets dans douze capitales : Abidjan (Côte d'Ivoire), Alger (Algérie), Bamako (Mali), Brazzaville (Congo), Casablanca (Maroc), Dakar (Sénégal), Douala (Cameroun), Kinshasa (République démocratique du

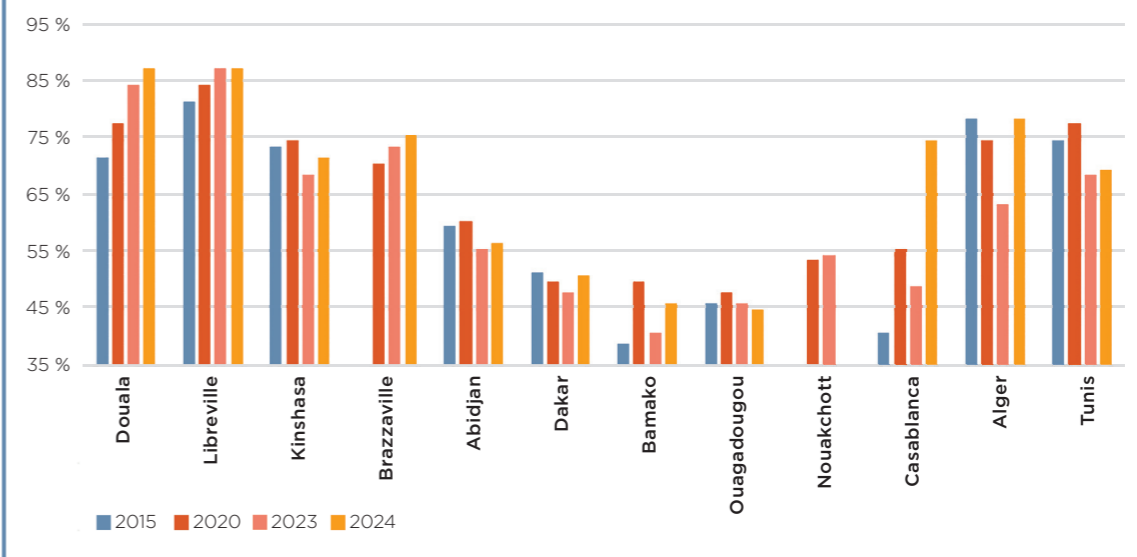
Congo), Libreville (Gabon), Ouagadougou (Burkina Faso), Nouakchott (Mauritanie) et Tunis (Tunisie). L'évolution d'une même compétence est présentée sur dix ans dans ces centres urbains importants. Son inflexion positive ou négative au cours d'une décennie est indicatrice de changements qui se sont produits ou qui sont en cours, qui demandent à être éclairés et articulés à d'autres phénomènes.

Dans ces villes, le taux de maîtrise des quatre compétences en français (expression orale, compréhension orale, lecture et écriture) a globalement augmenté en une décennie, passant en moyenne de 61 % en 2015 à 69 % en 2024. Il faut rappeler que les capitales rassemblent une population plus instruite que les villes de province du même pays. Quelques variations sont constatées entre les quatre compétences : il y a davantage de maîtrise de compétences orales que de compétences écrites. Le graphique ci-après compare l'évolution des taux de maîtrise de la lecture en français sur la même période, en prenant quatre années charnières de la dernière décennie : 2015, 2020, 2023 et 2024. Les écarts entre les quatre régions (Afrique centrale, Afrique de l'Ouest, Sahel, Maghreb) sont visibles.

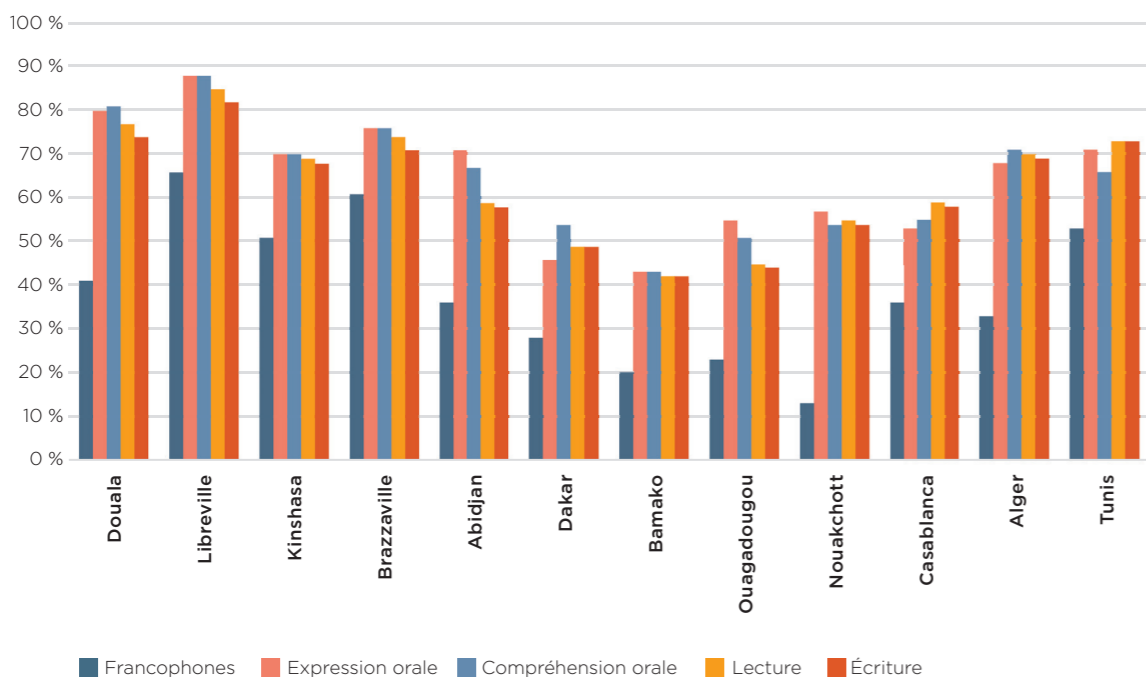
« Sur le plan linguistique, ces villes présentent un plurilinguisme dominant, avec l'usage quotidien de plusieurs langues autochtones majeures, auxquelles s'ajoute le français. »

Les taux de maîtrise de l'écriture en français sont quasi identiques à ceux de la lecture, toutefois quelques points en dessous, de 1 à 3 maximum, ce qui laisse supposer que les répondants éprouvent davantage de difficultés pour écrire que pour lire. Le graphique ci-dessous met en vis-à-vis le taux de Francophones dans le pays (selon la méthode 1 de l'ODSEF) et les taux moyens sur une décennie de la maîtrise des quatre compétences.

Évolution de la maîtrise de la lecture en français dans douze capitales africaines en 2015, 2020, 2023 et 2024



Taux de Francophones dans douze pays africains (ODSEF, 2025) et taux moyens de maîtrise des quatre compétences en français dans leurs capitales entre 2015 et 2024



Le graphique ci-dessus montre assez clairement la différence entre le taux estimé de Francophones dans les douze pays et les déclarations des personnes interrogées sur leur maîtrise des quatre compétences en français sur dix ans (moyenne 2015-2024). On observe un renforcement de la maîtrise de ces compétences dans plusieurs capitales. Les taux moyens de maîtrise de l'ensemble des douze villes se situent entre 60 et 68 %, ce qui contraste avec le taux moyen des Francophones dans les pays concernés. Comparativement, les estimations de Francophones faites selon la méthode 2 de l'OIF laissent apparaître moins d'écart entre le taux moyen de maîtrise des compétences et la proportion de Francophones parmi la population de chaque pays. La méthode 2 estime à 52 % la proportion de Francophones en Côte d'Ivoire, à 42 % en Algérie, à 41 % au Mali, à 74 % au Congo, à 48 % au Maroc, à

45 % au Sénégal, à 47 % au Cameroun, à 60 % en RDC, à 68 % au Gabon, à 35 % en Mauritanie, à 43 % au Burkina Faso et à 63 % en Tunisie.

Les compétences langagières et professionnelles constituent un levier essentiel de ce dynamisme francophone. Elles se développent toutefois dans des contextes pluri-lingues qui posent de nouvelles exigences et appellent une refonte du français de scolarisation ainsi qu'un renforcement de la formation linguistique des enseignants. Encourager la maîtrise du français contribue à renforcer sa présence dans des environnements marqués par une grande diversité linguistique et culturelle. Son avenir dépend de sa capacité à s'inscrire dans ces contextes pluriels et à interagir avec d'autres langues et pratiques culturelles.

PARTIE 3



**LANGUES
ET CULTURES
DANS LA
FRANCOPHONIE
PLURIELLE**

DIVERSITÉ LINGUISTIQUE

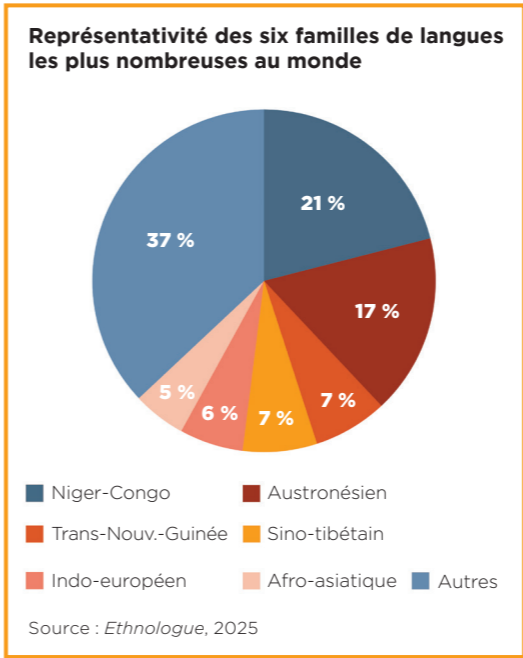
Selon la base de données linguistique Ethnologue, publiée par SIL International, on recense 7 159 langues dans le monde en 2025. Cette diversité linguistique impressionnante est le témoin de la richesse des expressions culturelles de l’humanité, chaque langue nourrissant et conditionnant sa communauté d’usage. Cependant, parmi ces langues, 3 193 (40 %) sont vulnérables ou en danger de disparition faute de transmission intergénérationnelle. Leur préservation est un enjeu majeur pour maintenir la diversité linguistique, considérée comme un bien commun universel.

Les six familles qui comptent le plus grand nombre de langues sont les familles nigéro-congolaise, austronésienne, (macro)trans-néo-guinéenne, sino-tibétaine, indo-européenne et afro-asiatique. Chacune de ces six familles regroupe au moins 5 % des langues du monde. Ensemble, elles représentent près des deux tiers de toutes les langues et 86 % de la population mondiale.

Classement des dix langues les plus parlées dans le monde en tant que langue maternelle et/ou langue seconde

Rang	Langue	Locuteurs (millions)
1	Anglais	1 528
2	Mandarin	1 184
3	Espagnol	559
4	Français	396
5	Arabe standard	335
6	Bengali	284
7	Portugais	267
8	Russe	253
9	Indonésien	252
10	Ourdou	246

Source : Ethnologue 2025



En tant que langue maternelle, le français fait partie des vingt langues les plus parlées au monde, avec environ 90 millions de locuteurs maternels. Il occupe la seizième place, derrière, entre autres, le vietnamien (97 millions de locuteurs) ou le turc (plus de 91 millions). Mais avec 396 millions de Francophones dans le monde, le français occupe désormais la quatrième place, derrière l’anglais, le mandarin (chinois) et l’espagnol, et devant l’arabe standard. Il est présent sur tous les continents, que ce soit comme langue maternelle, langue seconde et de scolarisation ou langue étrangère, et il côtoie une pluralité de langues autochtones. Dans les pays d’Afrique, par exemple, il est en coprésence avec 1 409 langues : 813 langues en Afrique centrale, 472 en Afrique de l’Ouest, 71 en Afrique du Nord et 53 en Afrique de l’Est et dans l’océan Indien.

« Les textes internationaux garantissent le droit de chacun de s'exprimer dans sa langue, qu'il s'agisse d'une variété locale du français ou d'une autre langue. »

POURQUOI ET COMMENT LE FRANÇAIS EST-IL DEVENU PLURICENTRIQUE

Différents types de normes linguistiques rendent le français pluricentrique. La pluricentricité n'est pas qu'une question de mots spécifiques à un pays, c'est une question de tension entre un modèle « centré » sur le français standard de Paris et la réalité d'une langue qui varie beaucoup selon les régions (France, Belgique, Canada, Suisse) et dans d'autres zones comme l'Afrique.

Le pluricentrisme est construit sur une pluralité de centres normatifs, pas sur leur absence. Le pluricentrisme du français est considéré comme très relatif. Il ressemble à une galaxie : des normes locales gravitent autour de la norme parisienne, qui en est le pivot central.

Ériger en normes certaines façons de parler crée des discriminations. Les textes internationaux garantissent le droit de chacun de s'exprimer dans sa langue, qu'il s'agisse d'une variété locale du français ou d'une autre langue. Refuser ou privilégier certaines langues ou formes de français, c'est limiter la liberté d'expression et porter atteinte aux droits humains, ce qui est conceptualisé par le terme glottophobie. La liberté d'expression est également un droit protégé.

À cause de la pression de la norme standard parisienne et de son centre français originel, le monde francophone est particulièrement concerné par cette question, à laquelle le pluricentrisme apporte des perspectives d'amélioration. Dans la francophonie, pour l'instant, les seules normes prescriptives alternatives, bien que secondaires, relèvent de la francophonie du Nord (Québec, Belgique et Suisse). Les difficultés d'affirmation dans

l'espace francophone d'éventuelles normes institutionnelles de pays du Sud sont significatives. Le chemin n'est pas terminé vers la reconnaissance pleine et entière du « français langue africaine ».

C'est dans le champ éducatif que peut se développer et s'évaluer un nouveau rapport à l'inévitable diversité linguistique, qu'il s'agisse de langues autochtones, voisines, internationales ou de variétés d'un français pluricentrique.

PRATIQUES ET REPRÉSENTATIONS SOCIOLINGUISTIQUES DU FRANÇAIS

Entre 2019 et 2022, l'étude « Pratiques et représentations sociolangagières des Français en Francophonies » (PRESLAF) a analysé les pratiques et perceptions du français dans dix territoires francophones : Bénin, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Liban, Madagascar, Maroc, République démocratique du Congo (RDC), Tchad et Réunion-Mayotte. L'objectif de cette recherche était de comprendre l'évolution du français en observant l'apparition de nouveaux styles et registres, les transformations linguistiques, ainsi que la manière dont ces variations sont perçues, évaluées et hiérarchisées par les locuteurs.

En examinant comment le français varie selon les contextes, l'étude met en lumière le fait que ces différentes façons de parler français sont souvent perçues comme des écarts à la norme. Cette observation soulève la question de l'existence réelle de variétés du français, car les travaux visant à les définir, les décrire ou les codifier restent rares. La confusion persiste entre variété, stratégies (comme le mélange des langues) et registres (courant, populaire, etc.).

Quel que soit le profil interrogé, le français est perçu comme une langue essentielle pour réussir, et comme une langue internationale. Néanmoins, il reste associé à des tensions : pour beaucoup, c'est aussi la « langue des élites » ou « du colonisateur », face à des langues locales qui gagnent en importance et font parfois voir le français comme « menacé ». La Francophonie est globalement vue comme un espace culturel et de coopération, mais des traces de représentations liées au passé colonial et à une institution imposée persistent.

L'analyse des descriptions des variétés supposées du français, dans les dix terrains d'étude, a conduit à l'identification de trente-deux variétés « supposées » du français, caractérisées sur le plan phonologique et lexical par l'influence réciproque des langues locales, de certaines langues étrangères et du français, et sur le plan morphosyntaxique par l'influence principale du français. Ces variétés sont souvent confondues, ou définies à partir du registre de langue (stylistique ou social). Les entretiens auprès des experts et des locuteurs montrent donc que

Pratiques et représentations du français dans dix pays de la Francophonie

<p>TOGO Français langue passeport de mobilité sociale et géographique ; français dialectal togolais</p>	<p>BÉNIN Français pluriel entre normes scolaires et usages hybrides ; cohabitation avec langues nationales et transfrontalières</p>	<p>CAMEROUN Français de scolarisation et d'intégration professionnelle dans contexte plurilingue ; pratiques hybrides → camfranglais</p>
<p>TCHAD Bilinguisme français-arabe ; français dominant à l'école, perçu comme langue de promotion sociale</p>	<p>FRANCOPHONIE PLURILINGUE ET POLYCENTRIQUE</p>	<p>CÔTE D'IVOIRE Kaléidoscope linguistique ; nouchi, français populaire et académique entre identité urbaine et cohésion sociale</p>
<p>RD CONGO Français officiel et véhiculaire ; alternances codiques et hybridations reflétant la diversité linguistique</p>		<p>GHANA Français langue étrangère en expansion ; variétés du français — ghanéen, franmina, franwé — entre hybridation lexicale et phonétique</p>
<p>MAROC Français marocain pluriel entre outil d'ascension sociale et de scolarité scientifique dans contexte multilingue</p>	<p>MADAGASCAR Français et malgache co-officiels ; pratiques hybrides → frangache valorisant le bilinguisme éducatif</p>	<p>LIBAN Français langue de prestige ; alternance entre arabe, anglais et français dans contexte plurilingue ; pratiques hybrides → franbanais</p>

Source : Étude PRESLAF

les variétés « supposées » du français sont admises, voire nommées, mais qu'elles restent « supposées » tant que les travaux de description, codification, instrumentation et didactisation de ces variétés ne sont pas réalisés et/ou validés scientifiquement.

L'interférence linguistique est le mécanisme principalement en jeu dans l'émergence de ces variétés, qui se déterminent selon le milieu de vie, l'ethnie ou la communauté socioculturelle, mais qui dans l'ensemble émanent du contexte général langagier socioculturel des territoires ainsi que de la mobilité régionale et sous-régionale des locuteurs. L'étude montre que les profils des locuteurs des différentes variétés sont divers, avec une plus grande prédisposition d'usage chez les jeunes et les populations des zones périurbaines.

Les résultats de l'étude confirment que la langue n'a de sens qu'à travers les pratiques qu'en font les locuteurs. Par conséquent, toute initiative de codification, de description, d'institutionnalisation d'une variante de la langue française ne peut se faire sans leur implication. Le poly/pluricentrisme attribué au français lui donne la chance de se faire entendre et de se faire lire dans une multitude de saveurs et de couleurs. Son statut actuel est étroitement lié au maintien de la reconnaissance des normes endogènes propres à des communautés de locuteurs de certains territoires ou milieux sociaux.

Pour conserver sa vigueur, la francophonie devra à l'avenir maintenir ses interactions avec les langues locales, valoriser toutes les variétés du français et lutter contre la glottophobie. Cette même dynamique d'inclusion doit reconnaître et intégrer la richesse des langues et cultures autochtones, qui constituent un héritage vivant et essentiel à la diversité francophone.

DIVERSITÉ CULTURELLE ET AUTOCHTONIE DANS L'ESPACE FRANCOPHONIE

Le concept *autochtone* ne renvoie pas seulement à la primauté d'une présence sur un territoire : il désigne une manière d'habiter le monde, d'y inscrire la mémoire collective et la continuité historique. À l'opposé de

l'ancienne catégorie coloniale d'*indigène*, ce glissement sémantique vers *autochtone* traduit, dans le langage du droit et de la philosophie politique, la reconnaissance d'un lien réciproque d'appartenance entre l'être humain et la terre. Cette conception a été entérinée par la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) de 2007, laquelle érige la terre, la langue et la culture.

Au-delà de sa portée juridique, le terme *autochtone* renvoie à ce que l'anthropologie nomme une « ontologie relationnelle » : une manière de concevoir l'être et les relations entre vivants fondée sur l'interdépendance et la continuité entre les humains et leur environnement. À travers cette perspective, la séparation entre nature et culture, constitutive de la pensée occidentale moderne, n'est pas opérante dans le rapport au monde autochtone. Les cosmologies autochtones – entendues comme des systèmes de représentation du monde, du vivant et des puissances qui le traversent – reposent sur cette unité du vivant. Le concept *autochtone* est donc une catégorie opératoire située à l'interface du droit, de l'épistémologie et de l'éthique.

Au-delà des épreuves historiques qu'ils ont traversées, les peuples autochtones constituent un trésor de diversité qui enrichit l'ensemble de la Francophonie. Leurs savoirs, leurs langues et leurs visions du monde offrent des perspectives alternatives – autant de sources d'inspiration pour relever les défis contemporains. Loin d'être figées dans un passé révolu, les cultures autochtones participent pleinement au dynamisme et à la créativité de la Francophonie d'aujourd'hui. Leurs savoirs couvrent des domaines variés comme la médecine par les plantes, les techniques agricoles durables, les calendriers écologiques, les indicateurs climatiques et la gestion communautaire. L'intégration de ces savoir-faire au dialogue scientifique élargit l'horizon des solutions en combinant l'innovation contemporaine et les savoirs autochtones.

La Francophonie, espace de dialogue des cultures, peut puiser dans ces philosophies autochtones un vivier d'idées pour repenser la relation au développement, au bien-être ou à la démocratie participative. La pluralité des visions du monde autochtone enrichit la pensée francophone et contribue à diversifier les manières possibles d'habiter le monde. L'autochtonie dans l'espace francophone n'est ni

un simple héritage du passé ni une question « exotique » ou marginale : elle constitue un élément vivant et dynamique de la diversité culturelle francophone depuis les forêts équatoriales du Congo jusqu'aux plaines enneigées du Nunavik au Québec, des lagons de Nouvelle-Calédonie aux montagnes de l'Atakora au Bénin.

LES LANGUES AUTOCHTONES ET LE FRANÇAIS LANGUE VÉHICULAIRE

Dans les espaces francophones, le rapport au français est souvent ambivalent et complexe. Pour certaines communautés autochtones, le français est une langue d'intégration sociale et économique, un moyen d'accéder à l'éducation, à l'emploi et aux échanges internationaux. Cependant, pour celles dont les langues sont marginalisées, le français est perçu comme une limite à leurs champs d'expression et de diffusion.

Malgré une présence de longue date et un nombre croissant de locuteurs et d'apprenants, le français n'a pas remplacé les langues autochtones. Il cohabite dans des environnements plurilingues et socioculturels complexes, souvent avec des langues autochtones de grande diffusion comme le wolof, le bambara, le peul, le haoussa ou le lingala en Afrique de l'Ouest et du Centre ou les langues amazighes, l'arabe classique et les dialectes arabes en Afrique du Nord. Il cohabite également dans le Pacifique, une zone à forte diversité linguistique et culturelle, avec une trentaine de langues kanak en Nouvelle-Calédonie, avec le tahitien et d'autres langues polynésiennes en Polynésie française. Au Québec, il côtoie le cri, l'algonquin et l'inuktitut.

Les communautés autochtones ont fait preuve de résilience et maintenu et transmis leurs langues et leurs cultures au sein des familles, dans les pratiques socio-culturelles, religieuses et artistiques.

Certaines ont développé une littérature écrite, orale et visuelle parallèle pour marquer leur présence et renforcer leur vitalité. Les politiques éducatives et linguistiques ont participé à cette réussite. Dans cette stratégie de

« La pluralité des visions du monde autochtone enrichit la pensée francophone. »

revalorisation des langues et cultures autochtones, le français devient un outil d'affirmation des identités autochtones. Des écrivains, poètes, artistes et intellectuels autochtones l'ont utilisé pour valoriser leurs langues et cultures. On peut citer parmi eux Léopold Sédar Senghor, Amadou Kourouma, Kateb Yacine ou Mouloud Mammeri en Afrique, Joséphine Bacon, Michel Jean et Isabelle Picard au Québec, ou Lisa Koperqualuk pour les Inuits.

La cohabitation entre le français et les langues autochtones a donné naissance à une hybridité linguistique qui associe l'usage du français à celui des langues autochtones, comme le wolof urbain à Dakar et dans les grandes villes du Sénégal, ou le camfranglais dans les centres urbains au Cameroun. Cette dynamique illustre à la fois une créativité linguistique et une appropriation culturelle des langues.

Aujourd'hui, la cohabitation du français et des langues autochtones pose en premier lieu la question de leur reconnaissance officielle. Le second enjeu est la transmission intergénérationnelle des langues autochtones. Rarement enseignées à l'école, elles sont absentes de l'administration et des médias, situation conceptualisée par l'expression « glottocide symbolique ».

La Francophonie contemporaine a montré son dynamisme en devenant un champion de la promotion de la diversité linguistique où le français dialogue avec les autres langues dans les espaces francophones. Une francophonie inclusive des langues autochtones vulnérables permettrait à la Francophonie de contribuer à la protection et à la sauvegarde du patrimoine linguistique mondial.

« Une francophonie inclusive des langues autochtones vulnérables permettrait à la Francophonie de contribuer à la protection et à la sauvegarde du patrimoine linguistique mondial. »

LES PEUPLES AUTOCHTONES FRANCOPHONES : UNE DYNAMIQUE EN MARCHÉ

La question de l'autochtonie dans les mondes francophones a tardé à émerger. Aujourd'hui, les peuples autochtones francophones affirment leurs spécificités culturelles et leurs droits en tant que peuples minoritaires au sein d'États encore souvent peu réceptifs à leurs demandes.

Dans les années 2000, un nouveau collectif transnational s'est formé, rassemblant autochtones hispanophones, anglophones et francophones. Au sein de ce processus, deux grandes lignes de réflexion ont guidé le mouvement des autochtones francophones : d'une part les effets négatifs de la globalisation sur les conditions de vie de ces peuples ; d'autre part leur marginalisation persistante, aggravée par des politiques ignorantes de leurs réalités et par les pratiques déshumanisantes de certaines multinationales.

C'est dans ce contexte que, le 19 mai 2004, des organisations autochtones et non autochtones d'Afrique, d'Amérique du Nord, du Pacifique et d'Europe ont fondé la Coopération autochtone francophone (CAF) à New York. L'initiative est venue d'Ayitegan Kouévi, Togolais, membre de l'Instance permanente représentant les peuples autochtones d'Afrique et membre de l'Indigenous Peoples of Africa Co-ordinating Committee (IPACC). La CAF s'est donné pour mission de faire entendre la voix des peuples autochtones francophones et de défendre leurs droits, en particulier

sur des questions juridiques, historiques, culturelles et linguistiques.

Aujourd'hui, la CAF regroupe un grand nombre d'organisation autochtones dans les six grandes régions de la Francophonie : Amérique du Nord et du Sud ; Afrique centrale et Afrique de l'Ouest ; Asie et Océanie.

Malgré la diversité des situations vécues par les peuples autochtones francophones à travers le monde, leur regroupement – tel que l'illustre la CAF – révèle cinq enjeux fondamentaux. Ces enjeux s'inscrivent dans un héritage colonial commun, bien que leur intensité varie selon les contextes régionaux.

Le premier enjeu concerne l'accès à l'information et aux discussions qui portent sur les questions autochtones à l'échelle internationale. La CAF est destinée à promouvoir l'usage du français dans les conférences internationales et garantir l'accès aux documents de l'ONU en français et en langues vernaculaires, conformément à ses politiques linguistiques. Le français joue ici le rôle d'une langue véhiculaire, permettant aux peuples autochtones francophones d'éviter la marginalisation, et de suivre les décisions prises dans les instances internationales et d'en surveiller l'application.

Le deuxième enjeu est celui du développement de réseaux de solidarité et d'échange pour mieux s'organiser face aux gouvernements majoritaires et entre différents groupes autochtones francophones. La langue française facilite le partage de bonnes pratiques et renforce la capacité d'agir (*empowerment*).

Le troisième enjeu concerne la communication externe : faire connaître les identités distinctes, les revendications

et les droits des peuples autochtones francophones. La CAF sert de relais entre les points focaux du réseau et les communautés locales, grâce aux médias, rencontres, formations et publications multilingues. Le français devient une langue ambassadrice et son usage renforce ainsi la portée internationale des revendications autochtones.

Le quatrième enjeu porte sur la protection de l'environnement et la lutte contre l'exploitation des ressources par les industries extractives, souvent canadiennes ou françaises. Les peuples autochtones francophones échangent des informations cruciales pour mieux se défendre face à ces puissances économiques.

Le cinquième enjeu concerne la valorisation des traditions, des cultures et des cosmologies autochtones. Festivals, rencontres artistiques et jeux autochtones favorisent les échanges et nourrissent un sentiment de vécu colonial commun, ouvrant la voie à une réconciliation.

La langue française crée des ponts intercommunautaires, non seulement en raison d'un passé colonial partagé, mais aussi parce qu'elle permet d'imaginer collectivement des mécanismes de défense des droits et de valorisation des identités.

Il devient ainsi évident qu'autochtonie et francophonie se nourrissent mutuellement. Si la première apporte diversité et savoirs, la seconde offre de la visibilité et des outils de développement. Cette relation, longtemps marquée par l'asymétrie, évolue à présent vers une coopération respectueuse, fondée sur la pluralité des visions du monde et la préservation des patrimoines linguistiques et culturels.

L'avenir repose sur une dynamique inclusive, créative et durable, où les peuples autochtones francophones deviennent des acteurs à part entière pour solidifier le socle sur lequel repose le statut du français en tant que patrimoine international.

LA MÉMOIRE FRANCOPHONE À L'ÈRE DU NUMÉRIQUE : ENJEUX DE PRÉSERVATION, DE VALORISATION ET DE DÉCLOISONNEMENT

Dans les réserves des institutions patrimoniales francophones reposent des trésors : des manuscrits, enregistrements, photographies, correspondances, films, qui constituent la mémoire collective et la richesse du patrimoine francophone, appelant à être préservés et transmis.

Une part importante du patrimoine francophone reste par ailleurs peu visible à l'échelle mondiale. Les archives de nombreux pays du Sud, notamment en Afrique, sont absentes des bases internationales, laissant des pans entiers d'histoire en marge des grands récits. La numérisation s'impose comme une solution pérenne pour sauvegarder ces témoins et prolonger leur vie au-delà du support matériel. Numériser ces collections, c'est leur rendre justice et les intégrer au patrimoine mondial.

Ce travail de préservation est colossal, étant donné la quantité et la variété des fonds documentaires dispersés dans une multitude de lieux de conservation. Il faut sélectionner avec rigueur les fonds les plus pertinents et les plus urgents à sauver, en accord avec les besoins locaux. Ainsi, l'effort de numérisation profitera d'abord aux communautés concernées et aux pans de mémoire les plus fragiles.

La numérisation patrimoniale mobilise des équipements spécialisés et requiert des compétences pointues en traitement d'image, en gestion de bases de données et en normalisation des métadonnées. Préserver la mémoire à l'ère numérique implique donc un investissement humain continu pour les archivistes, bibliothécaires et techniciens.

La préservation numérique soulève enfin des enjeux juridiques et éthiques : droits d'auteur, propriété intellectuelle, archives sensibles liées à la colonisation ou aux savoirs autochtones.

Intégrer les fonds numérisés dans des bibliothèques numériques en libre accès permet à un public mondial de parcourir ces documents depuis n'importe où.

« La mise en ligne des archives offre aux populations un accès direct à leur patrimoine. »

Toutefois, verser des milliers de fichiers sur Internet implique de les organiser, les décrire et les rendre découvrables. Cela passe par la création de métadonnées détaillées et par le développement d'algorithmes de recherche performants.

Les outils du Web et de l'IA ouvrent des perspectives inédites pour exploiter ces gisements de savoir francophone. L'IA facilite à la fois la numérisation et l'analyse des contenus patrimoniaux : elle transcrit des manuscrits grâce à la reconnaissance optique, identifie visages, lieux et motifs musicaux, traduit les langues autochtones et croise des milliers de documents pour révéler des liens culturels ou historiques parfois insoupçonnés.

La mise en ligne des archives offre aux populations un accès direct à leur patrimoine, même lorsqu'il est conservé ailleurs, comme les fonds coloniaux dans des institutions occidentales. La numérisation devient une forme de restitution numérique, depuis les centres d'archives du Nord vers les chercheurs du Sud. Cette ouverture participe à la décolonisation des savoirs. En rendant disponibles des sources variées, on renouvelle les perspectives dans l'enseignement et la recherche.

En numérisant et en rapprochant des documents dispersés, on met en lumière une historicité transfrontalière de la langue et des cultures francophones. Les corpus numériques révèlent des continuités culturelles et linguistiques que les frontières coloniales avaient effacées. En décroissant les espaces francophones, le numérique recoud symboliquement des territoires et des histoires partagées.

LITTÉRATURE PLURIELLE DU PATRIMOINE INTERNATIONAL FRANCOPHONE

La langue, par sa nature d'héritage transmis de génération en génération et de réceptacle de savoirs et de l'histoire des peuples, acquiert le statut de patrimoine international. Ainsi, la langue française l'est devenue parce qu'elle véhicule le patrimoine culturel immatériel, les savoirs et les identités de communautés diverses disséminées dans le monde.

Le français se positionne comme une langue littéraire de portée mondiale grâce à des productions littéraires très riches. Si le nombre d'écrivains qui livrent les œuvres de création dans l'espace francophone reste indéterminé, une variété de champs littéraires prolifiques montre néanmoins l'importance des productions littéraires en français dans la littérature mondiale.

La littérature en langue française est hissée au sommet de la littérature du monde grâce à des institutions littéraires qui font rayonner les écrivains francophones. On note de grands centres de production et de diffusion littéraires (des maisons d'édition prestigieuses, des presses universitaires dynamiques, des librairies, etc.). Le rayonnement de la littérature en français se mesure aussi dans la position qu'occupent les écrivains de l'espace francophone dans les prestigieux prix littéraires. Des écrivains francophones se sont hissés au sommet de l'institution littéraire mondiale, comme le prix Nobel de littérature. Le français est ainsi la deuxième langue la plus représentée parmi les lauréats, après l'anglais.

On compte de nombreux événements et rencontres autour du livre en français : salons, festivals et foires du livre se comptent par dizaines dans le monde francophone. Cet environnement favorise les interactions des acteurs du secteur du livre autour des grands enjeux et défis culturels et sociaux portés par la langue française. Toutes ces manifestations célèbrent la diversité des littératures francophones, de la France à l'Afrique en passant par le Canada et d'autres régions du monde, rassemblant auteurs, éditeurs et lecteurs autour de débats, rencontres

et expositions. Ces événements sont essentiels pour faire connaître et valoriser la littérature francophone dans toute sa diversité. Ils sont des lieux de rencontre entre les différents acteurs du livre et le public, et servent de plateformes pour promouvoir la diversité des écritures et des imaginaires francophones, stimuler le dialogue et l'échange culturel, soutenir le développement du livre et de la lecture, et assurer la découvrabilité et l'accessibilité des contenus francophones.

L'une des manifestations de la patrimonialisation internationale du français reste sans conteste le phénomène de réappropriation dont la langue fait l'objet, surtout sur le continent africain. En épousant les couleurs locales, le français devient une langue d'innovation à partir de laquelle s'affirment des identités décomplexées par rapport au passé, tournées vers un présent et un avenir partagé.

Le français est une langue de culture, des arts, du cinéma et de l'audiovisuel. La France est l'un des pays leaders, au niveau mondial, de la production audiovisuelle, mais sa diffusion est concurrencée par d'autres langues. Elle est l'un des principaux producteurs mondiaux de contenus audiovisuels et le premier pays de l'Union européenne pour sa représentation sur les plateformes de vidéo à la demande. Les productions en langue française sont particulièrement présentes au sein des festivals internationaux et se positionnent en tête en nombre de films sélectionnés.

L'espace francophone compte un vaste réseau de médias audiovisuels. TV5Monde, opérateur de l'OIF, est le seul média francophone mondial qui compte plus de 354 millions de foyers. À travers ce foisonnement médiatique, la langue française trouve non seulement un espace d'épanouissement mais aussi un canal de sa transmission à d'autres peuples ayant d'autres langues en partage. La forte présence du français dans l'audiovisuel est un signe de sa vitalité et un gage de sa pérennité. En effet, en assurant la promotion de la langue et des cultures qu'il véhicule, l'audiovisuel en français contribue à la transmission des imaginaires francophones et devient un véritable outil de médiation culturelle et linguistique transcendant les barrières frontalières physiques, politiques et économiques.

« La forte présence du français dans l'audiovisuel est un signe de sa vitalité et un gage de sa pérennité. »

LE FRANÇAIS ET LE MULTILINGUISME DANS LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Le français est langue officielle dans de nombreuses organisations internationales. Il est l'une des six langues officielles de l'ONU aux côtés de l'anglais, l'espagnol, le chinois, le russe et l'arabe, et l'une des deux langues de travail principales. Bien que devancé par l'anglais, le français conserve des positions solides dans les organisations internationales européennes et africaines. Outre ces grands ensembles, le français sert d'outil de travail dans les organismes internationaux spécialisés, comme dans le sport, l'économie, les finances ou l'humanitaire. Il joue également un rôle important dans la diplomatie et la communication internationale.

Dans un contexte de crise financière persistante fragilisant le fonctionnement des Nations Unies, la période 2022-2025 a néanmoins été marquée par des avancées notables en matière de promotion du multilinguisme, grâce à l'action combinée de l'OIF et du Groupe des ambassadeurs francophones (GAF). Ces actions visent à contrer le fonctionnement trop souvent unilingue des organes onusiens, source d'inégalités entre États membres, et à rappeler que le multilinguisme demeure une valeur fondamentale du multilatéralisme. Trois initiatives majeures illustrent ces dynamiques.

Le 27 mars 2024 marque une étape historique avec la publication, dans les six langues officielles, du premier Cadre stratégique des Nations Unies sur le multilinguisme. Élaboré sous l'égide du Secrétaire général adjoint

« La Francophonie réaffirme que l'impact durable des réformes dépend du respect et de la valorisation de la diversité culturelle et linguistique. »

chargé de la gestion des conférences et Coordonnateur pour le multilinguisme, ce document répond aux attentes des États membres exprimées dans les résolutions biennales sur le multilinguisme, et il intègre les recommandations du Corps commun d'inspection.

L'OIF a activement contribué à la réflexion en mobilisant une expertise de haut niveau pour appuyer son élaboration, et le GAF a formulé ses attentes. L'OIF et le GAF poursuivent leur plaidoyer pour une mise en œuvre concrète. En parallèle, la Francophonie a réagi aux préoccupations sur la pénurie de traducteurs et d'interprètes qualifiés en soutenant la création du Collège international de Villers-Cotterêts (Sommet de 2024), dont l'un des volets constitue une filière de formation consacrée aux concours onusiens.

Sous la présidence de la 79^e session de l'Assemblée générale, un groupe de travail inédit a été établi début 2025, suivi d'un plan d'action en faveur du multilinguisme. Le GAF, soutenu par la France, l'Andorre et l'OIF, a publié en février 2025 un appel collectif intitulé « Une vision partagée pour des solutions efficaces ». Il y est rappelé que le multilinguisme constitue une condition de justice, de confiance et d'efficacité dans les travaux de l'Assemblée générale. Le GAF a formulé des recommandations précises portant sur la communication présidentielle, le respect des droits linguistiques, la mise en œuvre du plan et son suivi, ainsi que sur la pérennisation du dispositif.

À l'initiative de la Représentation de l'OIF, le Groupe des amis du multilinguisme a été officiellement lancé le 24 septembre 2025, en marge de la 80^e session de l'Assemblée générale.

En conclusion, ces initiatives s'inscrivent dans le processus de réforme « ONU 80 » qui vise à revitaliser le multilatéralisme et à accroître l'efficacité de l'Organisation.

La Francophonie réaffirme que l'impact durable des réformes dépend du respect et de la valorisation de la diversité culturelle et linguistique, considérée comme une composante essentielle de l'action multilatérale.

En partenariat avec la Représentation permanente de l'OIF auprès des Nations Unies à New York, l'OLF s'est intéressé à la communication des représentants de haut niveau des États membres de l'OIF lors des 79^e et 80^e Assemblées générales des Nations Unies (AGNU), tenues à New York en 2024 (24-30 septembre) et 2025 (23-29 septembre).

Sur les 83 représentants des États membres de l'OIF présents, 24 se sont exprimés en français à l'oral et 28 à l'écrit en 2024, et 24 à l'oral et à l'écrit en 2025. La communication orale et écrite en anglais est plus importante, par 39 et 49 membres respectivement en 2024, et 34 et 48 respectivement en 2025. Les représentants qui ont communiqué à la fois en français et en anglais étaient au nombre de quatre à l'oral pour les deux années, et à peine plus à l'écrit (cinq en 2024 et sept en 2025). Le nombre de représentants qui ont communiqué dans leur langue nationale est plus important à l'oral qu'à l'écrit. Parmi les langues les plus représentées, on trouve dans l'ordre décroissant l'espagnol, l'arabe et le portugais, puis d'autres langues comme l'albanais, l'allemand, l'arménien, le bosnien, le catalan, le coréen, le géorgien, le laotien, le letton, le macédonien, le polonais et le vietnamien.

L'Union africaine (UA) et l'OIF, liées par un ensemble d'accords (2000, 2005, 2018, 2023) et par la Déclaration de Djerba (2022), multiplient leurs efforts en faveur d'un multilinguisme inclusif. Ce partenariat illustre une volonté partagée de promouvoir la diversité linguistique, la démocratie, l'égalité des genres et l'usage du français comme langue de travail officielle de l'UA.

Adoptée à Yaoundé en octobre 2023, la programmation 2024-2027 met en œuvre, notamment dans le domaine de la promotion du multilinguisme, un programme élaboré en coconstruction par la Commission de l'UA (CUA) et l'OIF, selon une logique de cofinancement.

Un appui spécifique est accordé à la Direction des conférences et des publications, notamment dans la formation continue des interprètes et traducteurs, afin d'assurer la qualité et l'inclusivité des échanges institutionnels.

Au-delà de son volet linguistique, ce programme contribue à l'amélioration de l'efficacité de la CUA : égalité des chances professionnelles, environnement institutionnel plus représentatif de la diversité africaine, soutien aux objectifs de paix, de gouvernance, de développement durable et de transformation structurelle. Le multilinguisme devient ainsi un vecteur d'intégration régionale et un outil de légitimité politique.

Dans un contexte africain où la diversité linguistique est constitutive de l'identité, UA et OIF démontrent la pertinence d'une coopération approfondie pour construire des institutions véritablement inclusives et représentatives.

LE MULTILATÉRALISME

La diversité linguistique et culturelle qu'offre l'espace francophone, les activités économiques des pays membres et des régions dans lesquelles ils se situent, les

acteurs, organismes et réseaux présents partout dans le monde participent de l'intérêt que présente cet espace et des actions qu'il peut mener pour coordonner des actions et des politiques sectorielles, pour explorer de nouvelles opportunités économiques, pour se développer davantage et consolider sa position parmi les grands ensembles à l'échelle mondiale.

La Francophonie, en tant que défenseur du principe du multilatéralisme et du respect des réalités locales et régionales, contre la mondialisation et l'uniformisation galopantes, comme espace où se vit une coopération multilatérale « ascendante » sur les plans politique, diplomatique, économique, éducatif et numérique, a mis en œuvre une politique de coopération, aidée en cela par l'ensemble des institutions et les opérateurs de la Charte. Le renforcement du partenariat avec d'autres ensembles et organisations dans le monde, dans le respect du droit international et des institutions, est l'un des objectifs tracés dans le cadre de la stratégie 2023-2030. À travers ses membres, la Francophonie est présente dans plusieurs organisations : Union africaine, Union européenne, Commonwealth, Ligue des États arabes, G20, Organisation des États américains, Association des Nations de l'Asie du Sud-Est, G7.

Le développement de cet espace francophone constituer-rait, au-delà de la promotion de la langue française et du capital symbolique que celle-ci véhicule, une vaste sphère d'influence innovante, repensant l'articulation avec les langues en présence, favorisant l'ancrage local et régional et incarnant les valeurs portées et partagées par ses membres.

Langues utilisées par les représentants des États membres de l'OIF à l'AGNU								
	FRANÇAIS		ANGLAIS		LANGUE NATIONALE		BILINGUE FRANÇAIS-ANGLAIS	
	Oral	Écrit	Oral	Écrit	Oral	Écrit	Oral	Écrit
79 ^e AGNU (2024)	24	28	39	49	22	17	4	5
80 ^e AGNU (2025)	24	24	34	48	30	23	5	7

MÉCANISME DE SUIVI DE MISE EN ŒUVRE DES ENGAGEMENTS

Adoptée lors du XVIII^e Sommet de la Francophonie à Djerba (Tunisie) en novembre 2022, la Déclaration sur la langue française dans la diversité linguistique de la Francophonie comporte 31 articles qui couvrent quatre domaines : (1) éducation et formation ; (2) organisations internationales ; (3) économie, numérique, innovation et sciences ; et (4) culture, médias et communication.

Conformément à cette déclaration, l'OLF a réalisé des enquêtes dans treize pays entre 2023 et 2025 : Angola, Arménie, Bulgarie, Cabo Verde, Cambodge, Chili, Côte d'Ivoire, Liban, Louisiane, Maurice, Rwanda, Seychelles, Vietnam. Les enquêtes ont donné lieu à des rapports pour onze pays ou territoires (hormis le Cambodge et le Chili), cartographiant la mise en œuvre des engagements des États et gouvernements pris par la Déclaration de Djerba. Dans le tableau suivant sont résumés leurs actions notables, leurs évolutions significatives et engagements en faveur du français, et enfin leurs défis pour l'avenir.

SYNTHÈSE DES ACTIONS NOTABLES, DES ENGAGEMENTS EN FAVEUR DU FRANÇAIS ET DES DÉFIS D'AVENIR DANS LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES POUR TREIZE PAYS

PAYS	Actions notables	Évolutions significatives et engagements en faveur du français	Défis pour l'avenir
■ Angola	Développe une politique linguistique active, valorise le français parmi ses diplomates et multiplie les partenariats éducatifs.	Adhésion à l'OIF et enseignement précoce du français, soutien aux festivals culturels et participation aux réseaux francophones.	Manque de professeurs qualifiés et besoin d'augmenter les filières universitaires en français.
■ Arménie	Encourage l'apprentissage du français dans ses institutions et utilise prioritairement cette langue à l'UNESCO.	Participation active aux GAF, formation de diplomates en français soutenue par l'OIF.	Maîtrise insuffisante du français, nécessité d'élargir les programmes de formation pour les fonctionnaires.
■ Bulgarie	Participe activement aux réseaux francophones et propose des formations en français, sans stratégie nationale explicite.	Organisation de l'École francophone de diplomatie, implication régulière dans les actions de plaidoyer pour le multilinguisme.	Absence de politique nationale structurée, manque de valorisation du français dans la fonction publique.
■ Cabo Verde	Privilégie le français dans les communications écrites internationales, propose des formations linguistiques ciblées.	Usage systématique du français dans les instances où le portugais n'est pas officiel, implication dans les GAF.	Carence de plan de formation ciblé et difficulté à garantir l'interprétation française lors d'événements internationaux.
■ Cambodge	Encourage l'usage du français dans les instances diplomatiques et forme ses cadres à travers des partenariats internationaux.	Valorisation des compétences francophones dans les recrutements, reconnaissance officielle des formations techniques.	Pénurie de personnel maîtrisant le français, besoin d'évaluation précise des profils linguistiques.
■ Chili	Utilise le français dans certains sites internet des institutions publiques et participe aux formations régionales en français de ses diplomates.	Introduction progressive du français dans la communication institutionnelle, participation aux GAF régionaux.	Manque de politique structurée de promotion du français, domination de l'anglais dans les critères de recrutement.
■ Côte d'Ivoire	Utilise systématiquement le français dans ses communications internationales et veille à la qualité de la traduction.	Forte présence francophone dans les communications et documents officiels, standard élevé de traduction et d'interprétation.	Concurrence croissante de l'anglais, enjeu du renforcement des compétences des jeunes diplomates.
■ Liban	Favorise la langue française dans les institutions internationales, soutient les formations linguistiques pour les diplomates.	Service de traduction spécifique et formation continue en français, participation régulière aux événements de la Francophonie.	Crise économique limitant la formation en français et menaces sur la vitalité du bilinguisme éducatif.
■ Louisiane	Utilise le français dans la Francophonie et met en place des accords de coopération pour la formation linguistique.	Relations multilatérales pour former les fonctionnaires à la langue française, encouragement à la pratique dans l'administration.	Difficulté à cartographier la présence francophone et besoin de mobilisation politique accrue.
■ Maurice	Défend le multilinguisme, requiert un niveau avancé de français pour les diplomates et soutient la formation continue.	Collabore à des alliances linguistiques, défend le multilinguisme à l'ONU et organise la formation diplomatique bilingue.	Usage limité du français malgré des exigences, absence de valorisation systématique du bilinguisme.
■ Rwanda	Rééquilibre l'utilisation du français dans ses institutions et encourage la compétence linguistique parmi les fonctionnaires.	Critère du français pour la promotion des diplomates, garantie d'interprétation française lors des conférences internationales.	Domination de l'anglais dans les communications officielles, manque de directives formelles pour le français.
■ Seychelles	Soutient des correspondances officielles en français et propose des formations via l'OIF, bien que l'anglais domine.	Implication dans les GAF, prise en compte de la formation francophone dans la carrière diplomatique.	Niveau faible de compétence francophone hors capitale, défi de formation linguistique.
■ Vietnam	Incite à l'utilisation du français lors d'événements internationaux, propose des formations techniques et valorise les compétences.	Forte implication dans les GAF, utilisation de la langue française valorisée dans le parcours professionnel.	Usage quasi exclusif de l'anglais dans les instances internationales, besoin d'améliorer le ciblage des formations francophones.

LA FRANCOPHONIE PAR LE SPORT EN ARMÉNIE

En préparation des Jeux de la Francophonie à Erevan en 2027, l'OIF a commandé une enquête de grande ampleur en Arménie afin d'évaluer l'usage du français dans le milieu sportif et d'en explorer les perspectives de développement. L'étude a mobilisé 703 répondants, parmi lesquels : (1) 78 responsables issus de 10 fédérations sportives ; (2) 179 responsables et entraîneurs de 60 clubs sportifs ; et (3) 446 athlètes membres de ces clubs.

L'objectif principal était de dresser un état des lieux de la place du français dans les pratiques sportives, les communications officielles et la formation des sportifs, tout en identifiant les obstacles à son usage. L'ambition est d'examiner comment le français pourrait devenir un levier d'opportunités internationales, notamment dans le cadre des Jeux de la Francophonie.

L'enquête s'appuie sur une méthodologie qui garantit la fiabilité des résultats, avec trois questionnaires distincts conçus et adaptés à chaque public cible : (1) les fédérations sportives pour évaluer les usages institutionnels, les politiques linguistiques et les statuts d'adhésion internationale ; (2) les clubs sportifs afin de mesurer la place du français dans l'organisation, les formations et les partenariats ; et (3) les athlètes aux fins de tester la maîtrise du français, son usage en entraînement et la perception des opportunités qu'elle ouvre.

Les usages linguistiques dans les fédérations sportives sont dominés par l'anglais, mais l'ouverture vers une francophonie progressive est manifeste, portée par une volonté d'accéder à des opportunités et des partenariats internationaux.

Malgré des moyens limités, les clubs représentent le maillon le plus ouvert à la francophonie. La demande exprimée est forte, et l'intégration d'enseignements linguistiques constitue un levier crédible pour renforcer leur position à l'échelle internationale.

Les athlètes se distinguent par leur motivation à intégrer le français comme outil d'ouverture, mais ils demeurent limités par l'absence de ressources et d'opportunités concrètes. Cette catégorie constitue donc la cible prioritaire pour un investissement en formation.

L'enquête révèle que l'usage du français reste très marginal dans le secteur sportif arménien. La langue de travail dominante est l'anglais, imposée par les statuts de plusieurs disciplines et confirmée par la quasi-totalité des pratiques. Malgré cette situation, le français est largement perçu comme un atout stratégique pour l'avenir. Il pourrait renforcer les partenariats institutionnels, faciliter la participation à des compétitions francophones et contribuer à améliorer la visibilité internationale du sport arménien.

En perspective des Jeux de la Francophonie d'Erevan, cette enquête indique que le français pourrait acquérir un rôle structurant dans la formation et la carrière des sportifs arméniens si une politique proactive est adoptée. Pour ce faire, les instances concernées (OIF, fédérations, clubs, institutions éducatives) devront investir dans des ressources et des dispositifs concrets. L'enjeu n'est pas seulement linguistique, il s'agit d'offrir aux acteurs sportifs arméniens des outils pour accéder pleinement à la sphère francophone et renforcer leur intégration internationale.

Ce tour d'horizon prouve que le français demeure un patrimoine vivant dans toutes les sphères d'activités humaines, à présent soutenu par la numérisation des savoirs et l'usage de l'IA pour préserver et valoriser la mémoire francophone. Il incarne une culture littéraire plurielle et une langue de communication mondiale.

Sur la scène internationale, le français est un levier du multilinguisme qui valorise l'inclusion et la coopération, grâce à des plans d'action et une volonté politique affirmée. Son rayonnement s'étend jusqu'à des domaines insoupçonnés. La conservation de sa capacité d'unir et de dialoguer à l'échelle globale dépend aussi des stratégies qui seront mises en place pour assurer son avenir économique et numérique.

PARTIE 4

L'AVENIR ÉCONOMIQUE ET NUMÉRIQUE DE LA FRANCOPHONIE



LE FRANÇAIS, VECTEUR D'EMPLOYABILITÉ

La Francophonie économique est une réalité vivante, portée chaque jour par les entreprises, les entrepreneurs et les populations francophones. L'espace économique francophone regroupe 90 États et gouvernements membres répartis sur les cinq continents. Il représente une population de 1,2 milliard de personnes, soit 17,5 % de la population mondiale. Il génère 16,5 % du produit intérieur brut (PIB) mondial, 20 % du commerce mondial de marchandises et 14 % des réserves mondiales de ressources minières et énergétiques, dont certains minerais critiques pour la transition énergétique.

Cette communauté économique tangible s'incarne dans les liens commerciaux, financiers et humains qui unissent les pays francophones, soutenus par une langue et des valeurs communes. Elle constitue un levier puissant pour renforcer la résilience, l'innovation et la coopération entre pays francophones, dans un contexte géopolitique, géoéconomique et technologique en profonde mutation.

L'idée d'une coopération économique francophone s'est affirmée en 1997 au VII^e Sommet de la Francophonie, à Hanoï. Les États et gouvernements membres ont exprimé leur volonté de bâtir un espace économique fondé sur les réseaux et partenariats professionnels. Cette ambition s'est concrétisée au fil des Sommets et des rencontres de haut niveau.

Cette stratégie met l'accent sur la jeunesse et les femmes, l'intensification des échanges et des investissements, la promotion de l'innovation et de l'entrepreneuriat, ainsi que sur la valorisation du potentiel du numérique et de l'IA. Sa mise en œuvre repose sur une coopération étroite entre les acteurs publics, privés et institutionnels.

L'OIF joue un rôle central dans la mise en œuvre de la Francophonie économique à travers des initiatives concrètes menées avec et pour les acteurs économiques. Lancée en 2022, la série des missions économiques de la Francophonie accompagne les entreprises francophones

« L'OIF joue un rôle central dans la mise en œuvre de la Francophonie économique à travers des initiatives concrètes. »

dans leur développement international et promeut les États et gouvernements membres comme destinations attractives pour les investissements étrangers.

En trois ans, ces missions ont réuni plus de 2 000 entreprises d'une trentaine d'États membres, généré 5 000 rendez-vous d'affaires, abouti à des dizaines de contrats signés et permis de réaliser plus de 45 millions d'euros de chiffre d'affaires cumulé. L'OIF a lancé en 2025 la plateforme « Entreprises en Francophonie » pour stimuler cette nouvelle dynamique. L'outil numérique offre aux entreprises un espace d'information, de formation, de mentorat et de réseautage tout au long de l'année.

Les tensions géopolitiques, les guerres commerciales, la transition énergétique et la révolution numérique posent des défis majeurs aux pays francophones en matière de souveraineté économique, d'innovation, de création d'emplois et d'inclusion des jeunes et des femmes. Dans ce contexte, la Francophonie économique constitue un atout stratégique.

Au fil des ans, la Francophonie économique s'est adaptée aux réalités contemporaines. Elle est devenue un moteur collectif de transformations économiques et sociales durables. Elle constitue un volet prometteur du projet francophone contemporain. L'OIF s'affirme comme un acteur économique à part entière, propulsé par la solidarité linguistique, la complémentarité économique et l'interconnexion des marchés francophones pour faire face à la mondialisation.

« Le français agit comme une véritable passerelle en reliant des continents, des cultures et des générations. »

La langue française joue ainsi un rôle central et stratégique dans la Francophonie économique, en agissant comme levier d'intégration, d'innovation et de confiance entre les acteurs économiques des différents espaces francophones. Elle devient un socle commun pour faciliter les échanges commerciaux, réduire les coûts de transaction et les barrières culturelles, développer des accords ainsi que la mobilité professionnelle, tout en renforçant la présence francophone sur les marchés internationaux et en positionnant les entreprises francophones comme acteurs clés dans les enceintes multilatérales.

La stratégie de l'OIF repose sur le renforcement de la langue française comme axe d'innovation, d'entrepreneuriat et d'influence économique mondiale dans des secteurs d'avenir, et sur le soutien à la mobilité intrafrancophone par une meilleure harmonisation des formations et des certifications en français.

MOBILITÉ ET MIGRATION ÉCONOMIQUE

Le rapport 2024 de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) témoigne d'une réelle transformation sociale liée aux migrations. L'OIM recense 281 millions de migrants internationaux, soit 3,6 % de la population mondiale. Parmi eux, 169 millions sont des travailleurs. Ces chiffres révèlent que les mobilités suivent des axes culturels. Dans ce cadre, le français agit comme une véritable passerelle en reliant des continents, des cultures et des générations.

Chaque histoire de migration s'appuie sur un patrimoine linguistique partagé. La langue française crée une continuité invisible entre l'Afrique, l'Europe et l'Amérique du Nord. Elle agit comme une zone de confiance culturelle, où les migrants s'insèrent plus rapidement. Cette base linguistique réduit les coûts de mobilité et accélère l'intégration : on étudie, on travaille, on se marie aussi. La mobilité « dope » le CV et offre souvent un poste supérieur à celui espéré dans son espace d'origine.

La mobilité étudiante est en pleine expansion. Plus de 6 millions de jeunes, tous pays confondus, suivent des études à l'étranger.

Le français joue ici un rôle décisif. La France reste parmi les tout premiers pays d'accueil, en particulier pour les étudiants venus du Maghreb et d'Afrique subsaharienne. Le Canada et la Belgique francophones attirent aussi. Cette fluidité constitue une force unique de la francophonie.

L'Agence universitaire de la Francophonie, qui fédère 1 007 établissements dans le monde, renforce cette dynamique.

L'espace francophone apparaît ainsi comme un espace géopolitique et culturel structurant, fondé sur le partage du français et le développement de partenariats multilatéraux qui en font l'une des principales aires linguistiques de communication et de formation à l'échelle mondiale. Portée par une démographie francophone dynamique et en expansion, cette configuration offre des potentialités accrues de coopération culturelle, éducative, économique et scientifique, faisant du français à la fois un vecteur de mobilité, d'intégration, et un instrument d'influence au service du multilatéralisme, à condition d'être soutenu par des politiques publiques et des mesures opérationnelles à la hauteur des ambitions affichées.

Mobilités intrafrancophones : le partage d'une langue commune favorise la mobilité des individus et facilite leur intégration sociale et professionnelle. Cette dynamique repose sur la capacité à accéder à la langue et à la culture partagées, ainsi que sur l'adaptation aux normes locales, conditions essentielles pour s'insérer dans le

tissu social et économique des pays d'accueil et tirer parti des opportunités qu'ils offrent.

L'internationalisation de l'enseignement supérieur est considérée aujourd'hui comme un enjeu économique et culturel majeur. Elle fait partie des ambitions et objectifs stratégiques de l'OIF.

La mobilité intrafrancophone ne se limite plus à l'axe (classique) Sud-Nord. Elle commence depuis peu à manifester une autre configuration. Il s'agit de la mobilité Sud-Sud (entre pays de l'Afrique subsaharienne et du Maghreb, par exemple), inscrite dans le cadre d'un partenariat bi- ou multilatéral, direct ou indirect. La position géographique du Maroc et sa politique d'ouverture sur l'Afrique subsaharienne ont fait de ce pays non seulement une zone de passage vers l'Europe, mais aussi, depuis quelques années, une destination de plus en plus choisie par de jeunes Subsahariens à la recherche d'un avenir meilleur. Ce contexte, associé traditionnellement à une zone d'émigration vers l'Europe, en a fait une sorte de zone mixte, de mobilité à la fois sortante (vers le Nord) et entrante (provenant du Sud), pour un projet d'installation définitive ou bien un éventuel (re)départ (vers le Nord).

AMBITIONS ET OBJECTIFS STRATÉGIQUES DE L'OIF (2023-2030)

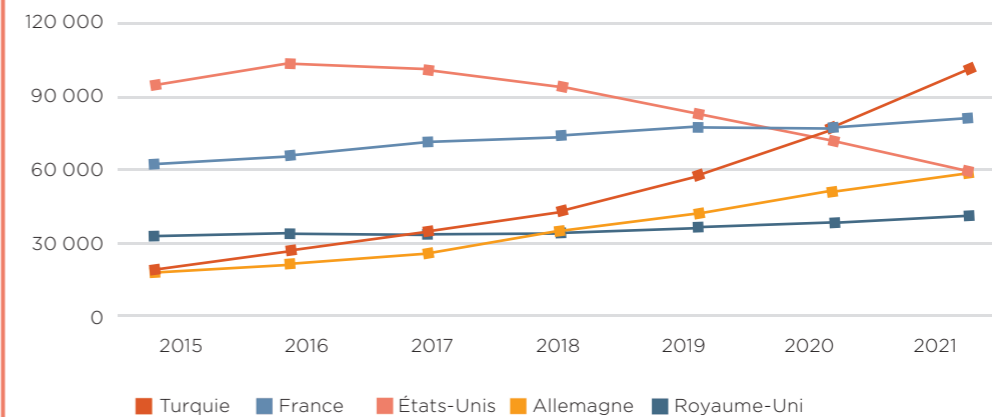
VISION

À l'horizon 2030, la Francophonie a pour ambition de devenir un espace solidaire mieux gouverné, inclusif, numérique, innovant, durable et prospère, au profit du mieux-être des populations, au premier rang desquelles les jeunes et les femmes.

AMBITIONS

- 1 Renforcer l'influence des Francophones dans le monde
- 2 Renforcer l'usage et l'enseignement de la langue française dans le monde
- 3 Promouvoir la diversité culturelle et linguistique dans le monde
- 4 Faire de la Francophonie un espace de paix et de stabilité
- 5 Faire de la Francophonie un laboratoire de coopération stratégique et innovant

Les cinq premières destinations des étudiants de la région Afrique du Nord et Moyen-Orient



Source : ISU, janvier 2024.

DIPLOMATION FRANCOPHONE ET INSERTION PROFESSIONNELLE

Le français, en tant que langue internationale et académique, occupe une place unique pour faciliter l'intégration professionnelle et l'évolution de carrière. Il est essentiel aux activités de nombreuses entreprises multinationales, qui sont à la recherche de collaborateurs capables de travailler en français. Dans ce contexte, les diplômés et certifications francophones confèrent aux étudiants et aux professionnels un avantage compétitif pour l'emploi et la mobilité, tant dans les pays francophones que dans les environnements multilingues.

La diplomation francophone constitue une reconnaissance formelle d'une maîtrise du français et de la capacité à travailler dans des environnements francophones ou multilingues. En 2024, il y avait près de 758 497 candidats aux certifications de langue gérées par France Éducation International, dont 500 905 aux certifications du DELF et du DALF et 257 592 candidats au TCF, avec une moyenne de plus de 400 000 certifications DELF et DALF délivrées chaque année.

La Francophonie s'appuie sur un vaste réseau d'institutions universitaires, comme le réseau AUF. Ces parcours renforcent les compétences linguistiques et favorisent l'acquisition de savoirs techniques dans des domaines comme l'économie, la gestion, le droit ou les sciences de l'ingénieur.

On constate également une progression notable des programmes de codiplomation en français. Ces derniers offrent aux étudiants l'opportunité d'obtenir à la fois un diplôme national et un diplôme délivré par une université francophone partenaire, pour une visibilité et une compétitivité accrues sur le marché du travail international.

Grâce à des certifications reconnues, un réseau universitaire international et des programmes de double diplôme, les compétences en français augmentent la confiance des recruteurs quant à la capacité des postulants à s'adapter à des contextes multilingues et à participer à la compétitivité des entreprises.

Grâce aux programmes de coopération éducative et scientifique existants, des milliers d'étudiants et de jeunes professionnels bénéficient chaque année de formations et d'expériences professionnelles à l'étranger. En 2022-2023, près de 53 000 étudiants et personnels français ont réalisé une mobilité Erasmus+, une augmentation de 36 % en un an. Le français se présente ainsi comme un outil structurant de mobilité, d'intégration et de différenciation concurrentielle sur le marché mondial du travail.

Une étude a été menée en 2024-2025 dans les capitales de certains pays d'Afrique subsaharienne (Dakar, Abidjan, Yaoundé-Douala, Kinshasa, Libreville, Bamako, Ouagadougou et Brazzaville), dont les résultats globaux indiquent que 73 % des personnes interrogées ont un niveau de compréhension et d'expression orale et écrite du français qui les désigne comme Francophones. Elles sont 54 % à utiliser le français dans le monde professionnel, dont 40 % comme langue principale et 14 % comme langue secondaire (complémentaire à une langue autochtone).

Les réponses obtenues dans une autre série d'enquêtes menées début 2025 dans les capitales citées, à l'exception de Brazzaville, confirment l'importance du français. Parmi 6 882 personnes actives sur le marché de l'emploi et étudiants sondés, 81 % perçoivent le français comme une plus-value à l'insertion professionnelle, en particulier en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Cameroun. Cette importance est plus marquée chez les catégories socio-professionnelles élevées (CSP+) : cadres, diplômés du secondaire et du supérieur, étudiants et Francophones.

De plus, 86 % des étudiants déclarent qu'il s'agit d'un atout dans leur future recherche d'emploi. Ils sont presque unanimes en Côte d'Ivoire (95 %) et au Sénégal (94 %). Cette plus-value du français est également reconnue par 76 % des personnes actives comme une aide dans l'obtention de leur emploi actuel, notamment en Côte d'Ivoire (93 %), au Sénégal (84 %) et au Gabon (81 %).

Dans l'ensemble de ces pays, 64 % des personnes actives considèrent la maîtrise du français comme importante et 18 % comme indispensable dans un environnement professionnel.

De même, la maîtrise du français est vue comme particulièrement importante chez les 25-39 ans (87 %), les personnes avec une maîtrise avancée du français (90 %), les cadres (98 %) et les 15-24 ans (82 %). Enfin, 55 % des personnes actives des secteurs public et privé qui ont une maîtrise du français à des degrés divers sont davantage impliquées dans le processus de recrutement. Quatre personnes sur cinq estiment que la compétence en français est un critère de sélection, dont une sur cinq estime que c'est un critère indispensable. En Côte d'Ivoire, le français est un critère de sélection quasi incontournable (97 %) alors qu'il compte pour les deux tiers des recruteurs au Mali (63 %). Dans les sept capitales, en moyenne 81 % des personnes actives avec un rôle de recrutement estiment que la maîtrise du français est un critère de sélection.

La maîtrise du français est ainsi un atout majeur pour l'employabilité et constitue souvent un critère déterminant dans le recrutement. Elle doit être perçue comme une ressource stratégique à valoriser pour renforcer l'intégration et la compétitivité de l'espace économique francophone.

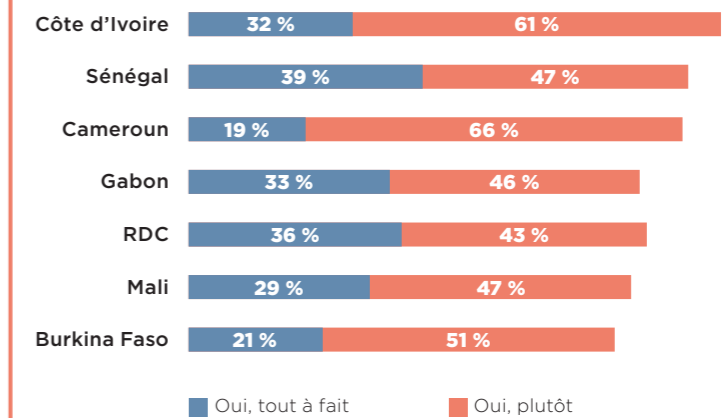
Dans un marché du travail mondialisé où la mobilité professionnelle et la maîtrise des langues sont des critères de recrutement essentiels, le français est donc un atout qui complète et valorise les compétences techniques des diplômés, notamment dans des domaines clés de l'économie, comme le tourisme et l'hôtellerie, les industries culturelles et créatives (ICC), les technologies et l'innovation, ainsi que le domaine diplomatique et institutionnel.

Le poids économique mondial du français est menacé par plusieurs défis. Le premier est la concurrence des autres

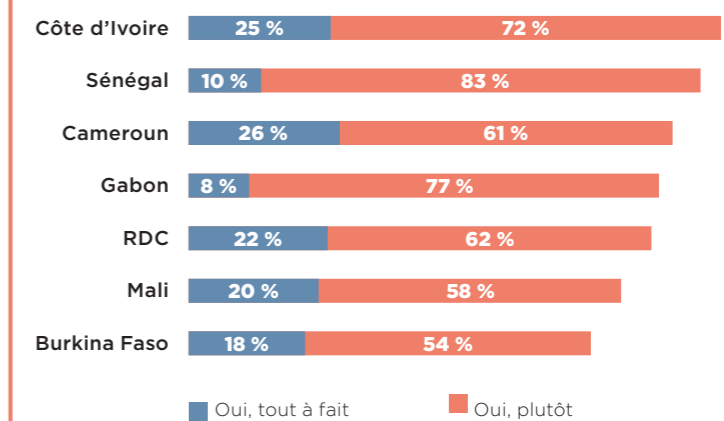
langues qui met en évidence la nécessité de rendre les formations francophones plus attractives et de mieux valoriser les compétences linguistiques auprès des employeurs.

L'employabilité des diplômés francophones dépendra de la capacité des systèmes éducatifs à s'adapter aux exigences d'un marché du travail en constante évolution.

Perception de l'importance de la maîtrise du français dans l'insertion professionnelle, dans sept capitales d'Afrique subsaharienne (2025)



Importance de la maîtrise du français dans le cadre professionnel, dans sept capitales d'Afrique subsaharienne (2025)



« Un pas dans la découvrabilité, c'est un pas pour l'avenir de la Francophonie riche de sa diversité culturelle. »

La transformation numérique est un autre défi majeur. La proportion de contenus français sur Internet demeure faible. Cette fragilité limite parfois l'accès des Francophones aux dernières connaissances scientifiques et techniques. Un écosystème numérique francophone plus compétitif semble indispensable pour assurer aux diplômés des chances égales dans les secteurs de pointe.

Au regard de l'ensemble des points abordés, le français figure comme un atout stratégique pour l'économie mondiale. Il favorise la coopération et la création de réseaux face aux défis globaux. Il relie des espaces dispersés, soutient la mobilité académique et professionnelle et constitue une compétence recherchée dans de nombreux secteurs d'activités.

De plus, les enquêtes confirment que la diplomatie francophone renforce l'insertion professionnelle et l'internationalisation des parcours. Enfin, le français ouvre une fenêtre d'opportunités planétaire grâce à l'internationalisation de l'enseignement et à son rôle de langue de travail et d'innovation. Après avoir conquis le monde réel, le français doit maintenant devenir découvrable et souverain dans l'univers numérique.

DÉCOUVRABILITÉ, UN ENJEU STRATÉGIQUE

Concept relativement nouveau, la découvrabilité répond à l'équation suivante : disponibilité + visibilité + valorisation = consommation. D'abord, pour qu'un contenu parvienne à son bénéficiaire, il doit être disponible dans

l'environnement numérique. Ensuite, il doit être visible, repérable et identifiable par les algorithmes. Enfin, il doit être mis en avant par ces mêmes algorithmes pour attirer l'attention.

Les contenus francophones ont cependant des difficultés à trouver leur place dans l'environnement numérique. À terme, ces difficultés pourraient contribuer à invisibiliser certaines productions culturelles et à uniformiser les récits et les modes de pensées qui les accompagnent. C'est dans cette perspective que l'OIF met l'accent sur la découvrabilité, à travers l'organisation en partenariat avec le Québec de la V^e Conférence des ministres de la Culture de la Francophonie (CMCF) en mai 2025. La Déclaration qui a suivi répond à l'Appel de Villers-Cotterêts. Elle énonce les grands axes d'intervention nécessaires pour garantir une diversité culturelle dans l'environnement numérique : il s'agit principalement de former toutes les parties prenantes et de renforcer la chaîne de valeurs des industries culturelles et créatives (ICC).

Cette évolution doit s'accompagner de cadres réglementaires qui garantissent une rémunération équitable et qui protègent les artistes face aux possibles dérives, notamment face à la montée de l'IA générative. Il faut protéger les droits d'auteurs, mais aussi protéger les données contre une utilisation abusive, tout en garantissant la diversité culturelle.

L'exercice est complexe mais nécessaire, et passe par un plaidoyer international. C'est ainsi que l'OIF s'est investie dans le Pacte numérique mondial (PNM) et défend la découvrabilité au sein des Nations Unies sur le cadre de la gouvernance numérique et de la gouvernance multilatérale de l'IA.

De son côté, la Direction de la langue française dans la diversité des cultures francophones (DLC) de l'OIF a mis en œuvre différentes actions pour répondre à ces enjeux.

Ces initiatives contribuent à rendre disponibles et repérables ces contenus culturels francophones dans l'environnement numérique. Un pas dans la découvrabilité, c'est un pas pour l'avenir de la Francophonie riche de sa diversité culturelle.

LA DÉCOUVRABILITÉ DES CONTENUS SCIENTIFIQUES

Le français sert non seulement d'outil d'échange et de production scientifique, mais formate également une « communauté solidaire de savoirs, de pratiques et de valeurs ». C'est dans ces termes que l'AUF définit le concept de « Francophonie scientifique ». La Francophonie scientifique embrasse l'ensemble des systèmes éducatifs, du primaire au doctorat, et inclut dans une approche systémique la formation professionnelle, la société civile et l'écosystème entrepreneurial. Ce modèle cherche à relier les actions locales et globales autour de la circulation des connaissances et de la diplomatie scientifique. Dans ce cadre, le savoir devient un outil d'influence et de développement humain durable.

La Francophonie scientifique s'affirme comme un espace alternatif face à l'hégémonie de l'anglais. L'OIF et l'AUF œuvrent de concert pour faire du français une langue de recherche, de publication et de transfert de connaissances. La démarche vise à contrebalancer la concentration du savoir dans les systèmes dominants et à soutenir la mobilité scientifique Sud-Sud et la coconstruction de solutions adaptées aux contextes locaux.

L'AUF insiste sur l'importance d'une gouvernance partagée et d'une diplomatie scientifique francophone pour renforcer la visibilité de la recherche en français et consolider les partenariats internationaux, afin de repositionner les universités francophones dans la compétition mondiale de l'innovation.

La Francophonie scientifique invite à repenser la science comme un système culturellement situé, où les langues orientent la manière de penser, de publier et de collaborer. L'enjeu devient celui de la visibilité des travaux scientifiques francophones, dans un espace pluriel où le français est une langue de recherche et d'enseignement supérieur, dans le respect de la diversité linguistique de la Francophonie. Cela exige un effort important de production, de traduction et d'indexation des publications scientifiques.

L'OIF et l'AUF œuvrent pour renforcer la diplomatie scientifique francophone et la coopération par le savoir, en créant des alliances durables avec d'autres espaces linguistiques afin de répondre collectivement aux crises mondiales. Elles souhaitent promouvoir une action scientifique fondée sur la solidarité, la diversité et la science ouverte.

L'interaction entre la promotion de la Francophonie scientifique et la défense de la découvrabilité des contenus scientifiques francophones illustre une complémentarité stratégique de l'OIF et de l'AUF. L'AUF structure la production et la coopération scientifiques francophones, tandis que l'OIF agit sur la visibilité, la circulation et la reconnaissance de ces savoirs dans les espaces numériques et institutionnels mondiaux. Ces deux actions se rejoignent dans une diplomatie scientifique francophone intégrée pour restaurer la langue française comme langue de savoir et d'innovation dans le monde numérique.

La Francophonie scientifique ne peut se déployer pleinement sans s'appuyer sur les principes de la science ouverte, qui repose sur quatre orientations majeures : (1) l'accès libre et transparent aux publications, aux données et aux processus de recherche ; (2) l'accélération du progrès scientifique grâce à la diffusion rapide des connaissances ; (3) le partage et la réutilisation des données afin de stimuler l'innovation ; et (4) la collaboration internationale pour renforcer les liens scientifiques et mutualiser les savoirs et les expertises.

Dans un monde où les données de recherche constituent un levier stratégique, la question de la souveraineté numérique francophone revêt une importance particulière. Il s'agit non seulement de garantir la conservation, la protection et la circulation des savoirs produits en français, mais aussi d'assurer que ces données soient hébergées, valorisées et gouvernées selon des normes partagées au sein de l'espace francophone.

L'enjeu dépasse la simple accessibilité : il touche à la capacité des institutions francophones à maîtriser les infrastructures numériques de la science (entrepôts de données, protocoles d'indexation, IA, outils de traduction ou de recommandation) afin d'éviter une

dépendance accrue aux grandes plateformes globales dominées par l'anglais. La mise en place d'un écosystème francophone de science ouverte, interopérable et éthique suppose la mutualisation des ressources numériques, la formation aux compétences liées aux données et l'intégration de standards francophones dans les systèmes internationaux d'évaluation scientifique.

LE FRANÇAIS, LANGUE DES CONNAISSANCES SCIENTIFIQUES FIABLES

Le prestige du français s'est estompé au cours du xx^e siècle et ce basculement a contribué à marginaliser la production et la diffusion du savoir en français, y compris dans les débats relatifs à l'usage de la science pour éclairer la décision publique. Rendre au français une place forte en tant que langue de science et d'action publique ne relève donc pas d'un simple symbole : il s'agit de garantir à des millions de décideurs, de chercheurs et de citoyens francophones un accès équitable aux connaissances les plus avancées. C'est dans ce contexte que s'inscrit l'activité de conseil scientifique gouvernemental et parlementaire, c'est-à-dire l'ensemble des mécanismes, structures et pratiques qui mobilisent, synthétisent, évaluent de manière critique et contextualisent les connaissances scientifiques pertinentes pour éclairer l'action. Le conseil scientifique engage une médiation constante entre communautés scientifiques et décideurs, une gestion de l'incertitude et une délibération sur la qualité et la pertinence des connaissances scientifiques fiables.

Deux grandes activités structurent cette fonction. La première activité est la synthèse des connaissances scientifiques fiables. Les revues systématiques, par exemple, compilent et évaluent l'ensemble des études disponibles sur un sujet donné pour dégager une vision claire, méthodique et rigoureuse. Les cartographies des lacunes identifient quant à elles les domaines où la recherche demeure insuffisante ou inexistante. Ces instruments révèlent ce que l'on sait et mettent en lumière ce que l'on ignore, permettant de définir avec précision les priorités de financement et de recherche.

La seconde activité est l'intermédiation des connaissances qui consiste à transférer et à adapter ces connaissances fiables synthétisées aux milieux de conception, d'adoption et de mise en œuvre des politiques publiques.

Elle suppose de transformer des résultats scientifiques parfois complexes en informations accessibles, contextualisées et directement mobilisables par les décideurs et leurs équipes.

L'espace francophone dispose d'un écosystème de conseils scientifiques qui rassemble des académies des sciences, des comités thématiques, des agences sectorielles spécialisées dotées d'un mandat d'expertise, des services de recherche parlementaires, des hauts conseils scientifiques, ainsi que des dispositifs de veille et de synthèse rapide des connaissances fiables. Un écosystème riche, mais fragmenté et hétérogène selon les pays et les niveaux institutionnels. Dans de nombreux pays, ces initiatives restent isolées, insuffisamment institutionnalisées et très peu interconnectées à l'échelle régionale, faute de mandats explicites, de ressources spécifiques et de dispositifs pérennes de coordination entre parlements, académies et agences.

Le Sommet de Djerba, tenu en 2022, a marqué un tournant. Pour la première fois, les chefs d'État et de gouvernement, réunis sous l'égide de l'OIF, ont reconnu l'importance de promouvoir la science ouverte et le recours au conseil scientifique en appui aux politiques publiques, tout en encourageant l'usage du français afin de favoriser la circulation et le partage des savoirs. Cette reconnaissance politique a inscrit la notion de conseil scientifique à l'agenda francophone et conféré une légitimité nouvelle aux initiatives destinées à structurer et à renforcer cette fonction. C'est dans ce contexte qu'a été créé, en 2022, le Réseau francophone international en conseil scientifique (RFICS), à l'initiative du gouvernement du Québec par l'intermédiaire du Fonds de recherche du Québec et du bureau du scientifique en chef, en partenariat avec la présidence du Réseau international pour les conseils scientifiques du gouvernement (International Network for Government Science Advice, INGSA). Administré depuis l'Université Laval, le RFICS constitue le bras francophone de l'INGSA.

À ce titre, le RFICS offre un espace de concertation de haut niveau où ces organisations peuvent dialoguer et

coopérer autour des enjeux du conseil scientifique. Ses trois principales missions visent à : (1) mettre en relation les praticiens et chercheurs travaillant spécifiquement sur le conseil scientifique ; (2) renforcer les capacités grâce à des formations, ateliers et échanges centrés sur cette pratique ; et (3) stimuler la recherche empirique sur les systèmes francophones de conseil scientifique.

La Francophonie doit surmonter plusieurs enjeux dans le domaine du conseil scientifique. Il s'agit d'abord d'accroître la participation de ses acteurs aux réseaux internationaux afin de favoriser les partenariats et les échanges de connaissances. Ensuite, il est essentiel de stimuler la recherche sur ses propres écosystèmes, encore peu étudiés, pour enrichir les bases de données et les analyses disponibles. Enfin, le renforcement du partage des compétences entre pays disposant de structures solides et ceux dont les dispositifs sont embryonnaires demeure une priorité pour réduire les disparités et garantir une circulation équitable des savoirs. À ces éléments s'ajoutent encore d'autres enjeux.

L'adaptation des connaissances scientifiques fiables reste cruciale, car transposer des solutions conçues ailleurs peut mener à des politiques inefficaces. À cela s'ajoutent le danger des données obsolètes, qui impose des synthèses régulièrement mises à jour, et l'inégalité linguistique, frein majeur tant que les meilleures connaissances fiables ne seront pas accessibles en français.

En participant aux grands réseaux mondiaux du conseil scientifique, la Francophonie peut s'imposer comme un acteur central de la gouvernance mondiale des connaissances scientifiques fiables. Elle défend l'idée que la science et les décisions publiques ne doivent pas se limiter à une seule langue. Enfin, elle promeut un modèle où plusieurs langues coexistent, ce qui aide à rééquilibrer l'influence linguistique et géopolitique de l'anglais.

À l'issue de cette analyse, il apparaît que la découvrabilité des contenus culturels et scientifiques constitue un enjeu central pour la Francophonie dans un environnement numérique globalisé. Assurer cette découvrabilité requiert des cadres réglementaires adaptés, un positionnement stratégique clair et une diplomatie scientifique active, afin de garantir l'accessibilité, la qualité et la transparence des savoirs.

« La découvrabilité des contenus culturels et scientifiques constitue un enjeu central pour la Francophonie dans un environnement numérique globalisé. »

La complexité et l'ampleur de ces enjeux se trouvent aujourd'hui accentuées par l'émergence de nouvelles technologies numériques. L'IA, en particulier, s'impose comme un outil majeur dans la production, la diffusion et la valorisation des contenus. Comprendre et anticiper son impact devient ainsi essentiel pour préserver la place du français dans le monde scientifique et culturel, et pour adapter les stratégies de la Francophonie à un paysage numérique en constante évolution.

FRANCOPHONIE NUMÉRIQUE ET INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Le numérique a profondément transformé les activités humaines au xx^e siècle, et l'arrivée de l'IA marque une nouvelle étape. Cette évolution offre aux pays francophones du Sud une occasion unique de progresser dans des domaines stratégiques comme l'éducation, la culture, l'économie, l'emploi, le tourisme et le patrimoine.

La numérisation et l'IA influencent la formation des compétences, la diversité linguistique, la mutation économique et la valorisation patrimoniale. Pour saisir ces opportunités, ces pays doivent s'engager à intégrer ces technologies de manière éthique, inclusive et durable, et à réduire les disparités d'infrastructure, d'accès et de ressources.

« Les outils d'IA favorisent la diffusion multilingue, la documentation des langues et cultures vulnérables, tout en renforçant la vitalité du français et de ses variétés locales. »

Les principaux secteurs de transformation numérique sont : (1) l'éducation qui est le secteur où la révolution numérique et l'IA ont le plus d'impact. Dans les pays francophones d'Afrique subsaharienne et du Maghreb, elles offrent un levier pour démocratiser le savoir face aux défis de la massification, de la pénurie d'enseignants et du manque de ressources. L'enjeu réside dans la mise en place de politiques publiques pour déployer des infrastructures numériques, former les enseignants à l'IA et produire des contenus adaptés, accessibles en français et dans les langues locales.

(2) La culture face à l'IA : dans les pays francophones du Sud, la mise en ligne des archives et des œuvres contribue à renforcer la visibilité des langues et des cultures autochtones tout en participant à l'économie locale. Les plateformes numériques, les musées virtuels et les festivals en ligne permettent aux créateurs francophones du Sud de diffuser leurs œuvres à l'international. Le numérique devient un instrument de valorisation des identités francophones dans la diversité des expressions régionales. Les outils d'IA favorisent la diffusion multilingue, la documentation des langues et cultures vulnérables, tout en renforçant la vitalité du français et de ses variétés locales.

(3) Du tourisme intelligent : le numérique et l'IA transforment le tourisme et la valorisation du patrimoine grâce à la réalité augmentée et à la géolocalisation. Dans les pays francophones du Sud, où le tourisme est un pilier économique, des agents conversationnels multilingues et des visites virtuelles facilitent l'information et la découverte des sites. Ces innovations renforcent la visibilité internationale et stimulent le tourisme local et régional. L'utilisation éthique de l'IA permet d'optimiser la gestion des flux touristiques et la protection de l'environnement. L'IA est notamment en mesure de

soutenir la conservation environnementale des zones touristiques sensibles grâce à la surveillance automatisée et à la modélisation des impacts du changement climatique.

(4) L'économie numérique et l'IA : le numérique et l'IA représentent un levier inespéré de transformation économique pour les pays francophones du Sud. Avec une croissance démographique continue et une population jeune comportant de nombreux entrepreneurs innovants, le secteur numérique offre des perspectives inédites d'employabilité. Des pôles technologiques émergent, et les start-ups cherchent à exploiter l'IA dans des secteurs variés comme la santé, l'agroalimentaire, la finance, la logistique, l'énergie ou l'administration publique. Le marché des services numériques constitue une chance de diversification économique face à la dépendance aux matières premières.

LES LANGUES SUR INTERNET

Le moment semble propice aux efforts de la Francophonie pour que la diversité linguistique et le multilinguisme prennent la place qu'ils méritent dans l'environnement numérique. Ces idées commencent à se frayer un chemin auprès des acteurs de la gouvernance d'Internet, comme le montre l'adoption du PNM soutenu par les Nations Unies.

Des données relatives à la cybergéographie des familles de langues donnent un aperçu des défis à venir. Les contenus en langues africaines sont faibles (4,3 % du total des contenus) par rapport au nombre de locuteurs de ces langues (11,7 %), entraînant la plus faible présence virtuelle de 0,37. Une vision plus large dans le

temps montre que la place de l'anglais a décliné, en proportion, à mesure de l'arrivée des autres langues. Ainsi, on observe un pourcentage de contenus en anglais qui est passé de 80 %, dans les premières années du World Wide Web, à environ 20 % aujourd'hui.

Français, arabe, hindi, portugais et russe occupent aujourd'hui la quatrième place dans le classement des contenus, avec chacun environ 3,5 % des contenus (voir graphique ci-dessous). L'hindi pourrait s'échapper du groupe et dépasser l'espagnol pour la troisième place.

Parmi les quatre langues restantes, l'arabe aurait aujourd'hui l'avantage démographique, mais il n'est pas exclu que la présence importante du français en Afrique lui permette, à l'horizon 2050, de compenser cet avantage.

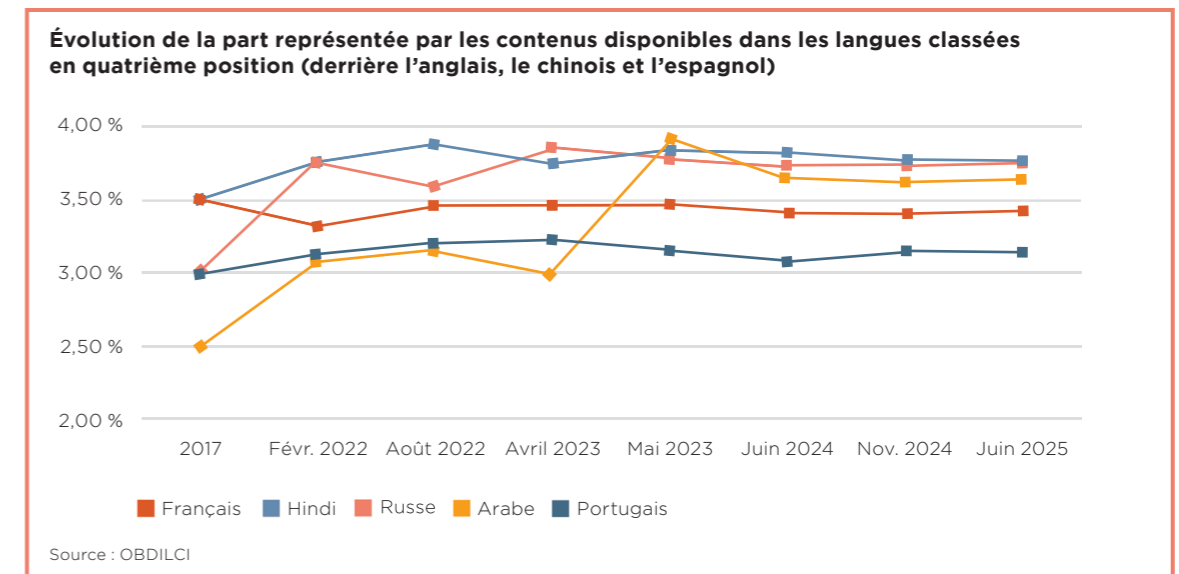
Le portugais possédant plus d'atouts démographiques que le russe, sa présence en Afrique devrait lui permettre d'accroître son avantage. Enfin, le russe est la langue la plus connectée du groupe, ce qui la condamne à stagner en arrière du classement.

En ce qui concerne les contenus en français, il n'y a donc pas eu de changement majeur dans les quatre dernières années, mais leur pourcentage pourrait stagner

dans les années à venir, avant de reprendre une croissance importante, en même temps que l'anglais, grâce à l'Afrique.

PRÉSENCE DU FRANÇAIS SUR LE WEB PAR RAPPORT À LA POPULATION FRANCOPHONE EN 2024

Une étude réalisée par l'OBDILCI détermine un indicateur qui correspond au ratio entre pourcentage de sites web en français et pourcentage de locuteurs du français L1+L2 en Afrique francophone. La moyenne pondérée de cet indicateur pour l'ensemble des pays considérés est de 3,5. Cela signifie qu'il y a proportionnellement 3,5 fois plus de sites web en français que de locuteurs du français dans cette sélection de pays. Les moyennes pondérées de pourcentages de sites en français et anglais sont respectivement de 46,5 % et 34,5 %. Cet ensemble de 35 pays représente 1,125 milliard de locuteurs L1+L2, dont 150 millions de locuteurs du français L1+L2.



Propension à l'utilisation du français sur la Toile africaine									
SOUS-RÉGION	Nombre de pays	Population L1+L2	Français L1+L2	% pop. FR	% Web FR	% Web ANG	% Web LOCAL	% Web MULTIL	Web FR/pop. FR
Tous pays	35	1 124 729 500	149 600 040	13,30	46,52	34,53	15,19	24,12	3,50
Sélection de pays	22	710 825 111	142 414 150	20,00	73,21	18,25	4,04	18,08	3,65
Maghreb	3	220 907 410	34 441 400	15,60	70,13	16,63	11,60	23,23	4,60
Afrique du Nord	5	475 785 670	38 299 960	8,00	33,64	44,00	20,55	36,78	2,43
Afrique de l'Ouest	12	266 871 816	39 061 220	14,60	66,65	29,71	1,44	15,53	4,27
Afrique centrale	9	280 536 084	60 635 100	21,60	55,75	22,07	13,60	12,69	2,21
Afrique de l'Est	4	71 108 240	2 475 430	3,50	9,64	43,92	42,51	17,89	1,84
Afrique australe et océan Indien	5	30 427 690	9 128 330	30,00	72,25	21,50	2,69	21,27	2,49

Source : OBDILCI à partir de DataProvider.com et Ethnologue

À la lumière de ces données, la promesse démographique en Afrique a des chances très raisonnables de se transformer en promesse numérique pour la langue française sur la Toile africaine, avec un impact important sur les performances à l'échelle de la planète. Le français est une langue qui accompagne bien le multilinguisme numérique, avec des niveaux prometteurs pour l'Afrique francophone et un « peut mieux faire » pour la France (14,9 %), au-dessus de la moyenne mondiale mais en dessous de la moyenne européenne (17 %).

Le multilinguisme est déjà une réalité avancée sur Internet, et la Francophonie est l'un des acteurs qui portent ce flambeau depuis longtemps. Demain, le multilinguisme des contenus sera plus large et facilité par l'IA, qui réduira les efforts nécessaires pour créer et maintenir des sites web.

Mais les progrès de l'IA profiteront surtout aux langues dominantes, et la majorité des langues reste absente du numérique : moins de 5 % des langues sont présentes en ligne, bien qu'elles regroupent 95 % des locuteurs, laissant plus de 6 000 langues sans existence numérique.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET GRANDS MODÈLES DE LANGAGE

Les grands modèles d'IA générative bouleversent et redéfinissent les modalités d'accès à l'information et aux savoirs, en interposant des couches d'intelligence linguistique et conversationnelle entre l'humain et l'information. Ils sont indispensables dans nos activités de rédaction et de production de contenus textuels.

Les modèles multimodaux récents peuvent traiter et générer différents types de contenus (texte, audio, vidéo) avec une précision croissante, et leur capacité s'étend à des données variées comme le code informatique, les séquences biologiques ou les relevés climatiques, ouvrant des usages toujours plus diversifiés. L'impact de ces nouveaux outils se ressent dans de nombreux secteurs d'activités parce qu'ils portent la promesse de gains de productivité, même pour des tâches cognitives complexes ou créatives.

Ces systèmes reposent sur des algorithmes d'apprentissage artificiel particuliers, les réseaux de neurones profonds. Leurs capacités s'accroissent grâce aux calculs (d'entraînement) massifs des supercalculateurs ultraperformants et des amas de données. Les modèles les plus

récents se nourrissent de milliers de milliards de mots, de millions d'heures d'enregistrements, d'immenses archives d'images, souvent collectés de manière opportuniste sur Internet et sans nécessairement avoir recueilli l'accord explicite des producteurs de contenus.

Les grands modèles de langage de 2025 (*large language model*, LLM) sont de plus en plus multilingues. Ils traitent plusieurs types de données et une multiplicité de langues. Il est désormais assez simple d'obtenir des modèles polyglottes qui proposent de multiples bénéfices. Les coûts de maintenance et d'exploitation sont réduits, parce que ces modèles gèrent plusieurs langues avec un seul système. De plus, les gains de performance sont palpables. Cette capacité à associer des énoncés rédigés dans des langues différentes renforce la qualité des traductions automatiques.

Le déséquilibre entre les langues observé sur la Toile se reflète ainsi dans les données utilisées pour entraîner les modèles d'IA.

Le français représente donc en général une fraction assez faible mais significative des données d'apprentissage des grands modèles multilingues. Il bénéficie de l'effet de transfert depuis l'anglais, avec lequel il partage un système d'écriture, de multiples éléments lexicaux, ainsi que de nombreux traits syntaxiques. Il profite aussi de sa proximité avec d'autres langues internationales riches en données, comme le castillan et le portugais. Pour ces deux raisons, les grands modèles multilingues semblent avoir de très bonnes capacités pour traiter et produire des énoncés en langue française, malgré plusieurs déficiences à corriger : (1) une dégradation de la qualité des réponses fournies à des requêtes formulées en français, par rapport à l'anglais ; (2) l'extrême déséquilibre des données d'apprentissage en faveur de l'anglais induit un fort biais culturel en faveur d'une vision américanocentrée du monde ; et (3) la crainte que ces modèles américanocentrés ne puissent prendre en charge ou générer toutes les variétés du français, oral et écrit. La distribution inégale des données d'apprentissage, qui diminue l'importance des parlers et des registres linguistiques minoritaires, voire les invisibilise, est en cause. Elle induit une inégalité de traitement et de représentation des personnes de sexe féminin, des personnes âgées, et des personnes

« Les grands modèles multilingues semblent avoir de très bonnes capacités pour traiter et produire des énoncés en langue française. »

parlant et écrivant des français non standards du fait de leur origine sociale ou ethnique. L'impact est encore plus grand sur les langues moins bien représentées sur la Toile. La grande majorité des quelque 7 000 langues parlées en 2025 risque l'extinction numérique parce qu'elles sont invisibilisées dans les textes traités ou générés par les grands modèles de langage.

Il est donc nécessaire de trouver d'autres solutions : (1) impliquer les communautés linguistiques en faisant participer les locuteurs des différentes langues à la création des jeux de test ; (2) augmenter et diversifier les données en enrichissant la quantité et la qualité des données disponibles en français et dans les langues proches pour accéder à l'entière variabilité des parlers ; et (3) innover pour des modèles plus équitables capables de mieux gérer la diversité linguistique et culturelle. Cela implique de créer des ensembles de données plus équilibrés et d'améliorer les méthodes d'évaluation pour mesurer non seulement la performance technique, mais aussi l'utilité réelle, les biais et les coûts. Une attention particulière doit être portée aux langues minoritaires afin de garantir une IA inclusive et adaptée à un large éventail d'usages.

TECHNIQUES NUMÉRIQUES, LANGUES ET GOUVERNANCE

Le développement rapide des technologies numériques et de l'IA engendre trois dérives structurelles majeures qui redéfinissent en profondeur les conditions d'exercice de la démocratie à l'ère numérique : (1) l'opacité algorithmique, car les systèmes d'IA reposent sur des

« Le développement inégal et hégémonique de l'IA pose l'enjeu majeur de garantir la diversité linguistique et l'équité des savoirs entre toutes les langues dans les environnements numériques. »

architectures complexes dont les logiques internes demeurent inaccessibles au public, aux chercheurs et aux régulateurs. S'ajoutent à cela le secret industriel et l'absence d'obligations de divulgation suffisantes, ce qui constitue un obstacle central à la transparence et à la redevabilité publiques. (2) Le phénomène de l'accaparement et du traitement massif des données soulève des enjeux épistémiques et politiques majeurs. Les données personnelles, culturelles ou linguistiques sont extraites, agrégées et réutilisées sans réel consentement ni encadrement public cohérent. (3) La concentration géographique, géopolitique et économique du secteur numérique et de l'IA crée un déséquilibre profond du pouvoir technologique mondial. Les infrastructures, plateformes et modèles sont dominés par quelques pôles (États-Unis, Chine) et par des entreprises capables d'imposer leurs normes linguistiques, culturelles et techniques.

Face à ce constat, l'ONU a relancé en 2018 un processus qui a abouti en 2024 au PNM, non contraignant, mais qui fixe des principes comme l'inclusion et les droits humains. Grâce à l'action de l'OIF et d'autres groupes, la diversité culturelle et linguistique a été intégrée dans le texte, notamment dans les parties concernant l'IA et la coopération internationale.

Aujourd'hui, le PNM ouvre des chantiers concrets sur la gouvernance des données et l'IA, mais reste un cadre basé sur le volontariat. D'autres initiatives existent, comme les recommandations de l'UNESCO sur l'éthique de l'IA (non contraignantes), les lois européennes (RGPD, AI Act, etc.), les stratégies africaines et la Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur l'IA (premier texte contraignant). Toutefois, aucune de ces règles n'impose clairement la protection de la diversité linguistique.

La gouvernance mondiale du numérique et de l'IA reste marquée par un déséquilibre profond. Elle dispose d'une densité institutionnelle croissante qui lui permet d'articuler principes éthiques, normes techniques et régulations régionales. Mais son efficacité demeure limitée par l'absence d'autorité contraignante, la domination des acteurs privés, la fragmentation institutionnelle et la concentration du pouvoir technologique.

L'illusion d'une technologie « neutre » masque en réalité des choix de conception, de langage et de valeurs qui influencent profondément nos trajectoires sociales et culturelles. Le développement inégal et hégémonique de l'IA pose l'enjeu majeur de garantir la diversité linguistique et l'équité des savoirs entre toutes les langues dans les environnements numériques. Face à la domination croissante de quelques langues, il est urgent de créer des mécanismes de gouvernance pour rééquilibrer cet écosystème. La révolution numérique, et en particulier l'IA, transforme l'éducation, la culture et l'économie. Pour la Francophonie, le défi est de renforcer la présence du français dans les données mondiales afin que celui-ci reste compétitif.

On retiendra que la Francophonie se trouve à un tournant stratégique de son histoire, où langue, savoirs et technologies s'entrecroisent. Pour préserver ses acquis et augmenter son nombre de locuteurs, elle doit pouvoir, notamment, renforcer l'employabilité par le français, soutenir la mobilité académique, promouvoir une éducation inclusive, mieux former les enseignants, intégrer les savoirs autochtones et faciliter la découvrabilité des contenus culturels et scientifiques. Si la liste des projets paraît imposante, cet ouvrage trace une feuille de route claire pour les concrétiser.

La Langue française dans le monde 2026 – OIF

Direction : Zahra Kamil Ali, Représentante de l'OIF pour les Amériques (REPAM).

Coordination principale et rédaction : Mohamed Embarki, responsable de l'Observatoire de la langue française.

Coordination et rédaction : Cédric Byl, chargé de mission à l'Observatoire de la langue française.

Contributeurs internes : Michel Biang, Ilias Bounou, Florence Brillouin, Mouna Ismael Abdou, Mona Laroussi, Henri Eli Monceau, Diana Ramarohetra, Rennie Yotova.

Contributeurs externes : Philippe Blanchet, Franklin Bouba Djourdebbé, Patrick Chardenet, Fatima Chnane-Davin, Liviu-Adrian Cotfas, Jean-Pierre Cuq, Oibrillant Damus, Ibrahima Diallo, Comlan Fantognon, Virginie Konandri, Frédéric Laugrand, Marius Le Maréchal, Abdelouahed Mabrou, Richard Marcoux, Adam Houssein Mérané, Randa Naboulsi, Thi Cuc Phuong Nguyen, Mathieu Ouimet, Daniel Pimienta, Laurent Richard, Stéphane Roche, Dominique Tiana Razafindratsimba, François Yvon.

Relecture : Jean-François Néron

ÉDITIONS GALLIMARD

Directeur du partenariat : Franck Fertille

Cheffe de projet : Chrystèle Delbos • **Éditrice déléguée :** Suzanne Labourie

Conception graphique : Oya Lydia Bierschwale • **Correction :** Fanny Le Borgne

Cheffe de fabrication : Amélie Airiau • **Suivi de fabrication :** Béatrice Bourgerie

Crédits photographiques :

Couverture : © Angelina Bambina – stock.adobe.com ;

p. 4 : © Gaël Ruboneka ; p. 16 : © Stranger Man – stock.adobe.com ;

p. 20, 54 : © OlgaStrelnikova – stock.adobe.com ;

p. 36 : © wersk – stock.adobe.com.

Imprimé en France
en février 2026 par STIPA
sur papier PEFC 10-31-1222
à l'aide d'encre végétales.

